

n° 746 — 4 F

DU 16 AU 22 JUIN 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI


SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Althusser
et son parti



Espagne :
l'ère démocratique

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Desliat.

Rubriques :

- **Où va la France ?** Léo Golberg.
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Mariélie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux
Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?	Althússer et son parti. <i>F. Turquan.</i> Le RPR relance la participation. <i>M. Camouis.</i> Le rapport de la Trilatérale : « Prends la démocratie et tords lui son cou. » <i>G.-A. Astre.</i>	P. 4 P. 5 P. 6/7
Briser la chaîne	Plate-forme CFDT : l'horizon immédiat. <i>Y. Sparfel.</i> Aux obsèques de Pierre Maître. <i>PSU Reims.</i>	P. 8 P. 9
Injustice	Huit mois de prison pour un livre brûlé ! <i>J.-F. Thoraval.</i>	P. 10
Garde à vous-même	Les soldats du 2 ^e RIMA. <i>J. Dumesnil</i> Avant le procès des objecteurs au Havre. <i>P. Reguer.</i>	P. 11 P. 11
Les choses de la ville	Radions la radiale. <i>Cl. Desliat.</i>	P. 12
Et pourtant elle tourne	Espagne : l'ère de la démocratie. <i>De notre envoyé spécial Ulises Ferragut.</i> Pas de « printemps polonais ». <i>L. Goldberg.</i>	P. 13 P. 14
Les armes de la critique	Les dangers de la « nouvelle philosophie ». <i>J. Bars.</i>	P. 14
La parole à...	Hérodote : la « géo » politique. <i>Propos de Yves Lacoste et Béatrice Giblin recueillis par E. Dujardin.</i>	P. 15
Le pire	Marche sur Nogent, 26 juin.	P. 16



Dernière minute

A l'appel de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de la FDSEA, des Paysans-Travailleurs et soutenue par la CSCV et la CSF une manifestation a rassemblé plus de 2 000 personnes devant la préfecture de Nantes.

A l'issue de ce rassemblement, où aucune position contre le nucléaire n'a été prise, une condamnation très ferme, a été prononcée contre la répression mise en place par le pouvoir giscardien au travers de la condamnation de cinq militants. ■

calendrier politique

- **Samedi 18 juin (Le Puy-en-Velay) :** en vue d'organiser le rassemblement de Naussac (2-3 juillet) et la mise en place de l'occupation du site, le comité de défense organise une coordination régionale des comités de défense Naussac-Larzac, à la Bourse du Travail, place de la Halle, à 9 h 30. Adresse : 5, rue Traversière des Mourgues, 43000 Le Puy.
- **Samedi 18 juin (Paris XIX^e) :** gala-débat sur le nucléaire (préparation de la marche sur Nogent), à partir de 15 h, 75, rue de l'Ourcq (métro Crimée); projection du film : « Condamnés à réussir »; débat avec la présence de scientifiques et de syndicalistes, musique, bouffe (écologie XIX^e, et PSU XIX^e).
- **Samedi 18 juin (Paris XIV^e) :** à l'école d'architecture, 254, bd Raspail, de 14 h à 18 h, forums : maternité, accouchement, contraception, conditions de travail dans les hôpitaux, films, chansons (entrée libre) par le collectif St-Vincent-de-Paul.

- **Samedi 18 juin (Beaune) :** grand rassemblement à l'initiative des associations écologiques bourguignonnes COPRONAT, Beaune-écologie. Jeunes et nature pour protester contre la construction des grands axes autoroutiers en Côte-d'Or. Rendez-vous à 17 h 30 devant l'étang de Grand Borne (Etang de Longvay) sur le CD 20 (en venant de Beaune, prendre la direction St-Jean-de-Losne).
- **Dimanche 19 juin (La Gaude 06) :** fête populaire autour des trois thèmes : « autogestion-écologie-occitanie ». Des stands (PSU, OCT, centre culturel OC, comité VVAP, école émancipée, mouvement écologique, parents d'élèves de La Gaude, convergence « vida nova », artisans, boîtes en lutte, etc.), musique et chansons provençales et du pays niçois (Miquela, Montanaro, Mauris et l'Onitario Blue Banda, etc.).
- **Dimanche 26 juin et lundi 27 juin (Dunkerque) :** le collectif antinucléaire organise une manifestation

contre le chantier de Gravelines et l'implantation à Oye-Plage d'une usine d'enrichissement de l'uranium.

- **Mardi 21 juin (Paris XVII^e) :** le comité antinucléaire du XVII^e prépare la marche sur Nogent avec la projection d'un film, « Voyage au central de la terre », suivi d'un débat (28, rue Daubigny, 20 h 30).

- **Mardi 21 juin (Grande Synthe) :** meeting-débat antinucléaire avec projection de diapositives (Centre social 18 h 30) à l'initiative du PSU.

- **Mardi, mercredi, jeudi (Haute-Vienne) :** le clown atomique fait une tournée dans le Poitou. Il sera le mardi 21 juin au Centre culturel de Châtelleraut (21 h), le mercredi 22 au centre social du clos Gauthier (Poitiers, 21 h), le jeudi 23, à 17 h 30 dans les rues de Poitiers, à 20 h 30 sur la place d'Armes, le vendredi 24 (21 h) au centre Aliénor d'Aquitaine, toujours à Poitiers. La suite au prochain numéro.

- **Dimanche 26 juin (St Valéne-en-Caux, Haute-Normandie) :** à l'appel du collectif écologie antinucléaire : meeting à 10 h, à 14 h rassemblement sur l'emplacement nucléaire de Paluel.

errata

Le rectificatif à l'article de Geneviève Petiot (secrétaire nationale du PSU), « La responsabilité politique du PSU », paru dans *Politique-Hebdo* n° 271, p. 18, n'étant pas apparu dans les colonnes de *P.-H.*, nous le publions ci-dessous :

- dans la 2^e colonne, au 1^{er} alinéa après « de même prendre comme exemple à suivre » on aurait dû lire « si l'on entend par là recette à appliquer mécaniquement ».

- au 2^e alinéa après la première phrase (...) « recherche d'une pratique commune » aurait dû se trouver « volonté qui sous-tend bien évidemment les expériences citées précédemment ». ■



quand Makhno a bon dos

La semaine dernière, nous relations dans nos colonnes la tentative d'attentat à la bombe dont avait été victime le journal *Rouge*. Cette semaine ce sont les Editions sociales qui ont été visées.

Dans la nuit de lundi à mardi une bombe a ravagé une partie des locaux du siège des Editions sociales, au 146, rue du Faubourg-Poissonnière. Signé Makhno, du nom du célèbre anarchiste ukrainien, les origines de l'attentat criminel qui a visé la maison d'édition proche du Parti communiste, n'ont trompé personne. La récente publication par les Editions sociales du livre *Les truands du patronat* n'est vraisemblablement pas du goût de ses milices patronales qu'il dénonce. Les bandes fascistes qui agissent depuis quelque temps déjà trouvent auprès de la « société libérale avancée » ce qu'il faut d'impunité pour opérer en toute tranquillité. Une pétition de soutien et de protestation a déjà été signée par de nombreux écrivains et éditeurs. ■

éditorial

la démocratie à l'envers

LE Parlement français n'a pas été en mesure de ne pas adopter. » Voilà, en toute rigueur, la formule qui devrait figurer au bas de l'acte censé approuver l'accord sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Suprême dérision ! C'est à propos d'une institution parlementaire que l'on offre le spectacle de la déchéance de cette institution, feignant de débattre d'une question dont le sort est réglé d'avance. C'est à coup de mélos sur le suffrage universel qu'on expose en public le mépris dans lequel on le tient à travers la représentation qui, paraît-il, en est issue. Sur de telles bases, la « démocratie européenne » est bien partie.

Quand nous affirmions qu'on ne résoudrait pas la crise des démocraties bourgeoises européennes en croyant fabriquer une Europe de la démocratie bourgeoise, que l'évolution des régimes politiques européens rendait illusoire l'idée d'un réel contrôle parlementaire sur l'exécutif et la bureaucratie des communautés européennes, nous ne savions pas encore qu'une démonstration aussi cinglante en serait donnée au Palais-Bourbon. D'autant plus que c'est un gouvernement affaibli, divisé et sans réelle majorité qui a réussi à faire plier les députés.

PLUSIEURS enseignements sont à tirer de cette aventure. D'abord, ce n'est pas parce que de subtiles dispositions constitutionnelles issues du cerveau fertile de Guy Mollet ont permis à l'opposition de tirer son épingle du jeu, dans des conditions pas très honorables, qu'elles ont été en quelque sorte légitimées. Au contraire, il paraît aujourd'hui plus difficile que jamais de conserver un système dont François Mitterrand disait qu'il « n'est qu'un régime d'autorité et d'irresponsabilité. » En 1964.

Ensuite, à quelque chose malheur est bon. Dès lors que le débat de cette semaine a jeté une lumière crue sur le caractère profondément antidémocratique des décisions prises en matière de politique étrangère, on peut considérer, non seulement celle-ci comme nulle et non avenue, mais qu'il faudra remettre en chantier et soumettre au verdict populaire les engagements internationaux de la France. Aucun accord, aucun traité, aucune alliance n'ont de valeur sans une approbation démocratique, n'en déplaise à ceux dont l'étroit juridisme n'a d'autre fonction que de consolider au niveau international les rapports entre classes et nations dominantes et dominées. Voilà ce que vient opportunément rappeler la mascarade de ces derniers jours.

ENFIN, les véritables enjeux ont été soigneusement dissimulés. Pourtant, la proximité de la conférence de Belgrade aurait pu faire réfléchir. Comment parler de détente, de sécurité, de droits de l'homme, lorsque l'Europe occidentale s'installe dans la dépendance américaine et donne de tels exemples de son profond respect pour la démocratie ? Evidemment, ce ne sont pas les Schmidt et les Giscard (qui en convient presque) qui peuvent être les alliés de ceux qui recherchent, à l'Est, une voie nouvelle pour le socialisme. Ce ne peut être qu'à partir de la double volonté de rupture avec le capitalisme et d'autogestion, fût-ce en commençant par un pays, que pourra s'engager un cours nouveau en Europe, à l'Ouest comme à l'Est.

Voilà ce que devrait affirmer le mouvement ouvrier en France, sorti de l'enlisement de la Chambre des députés. Voilà autour de quel objectif il doit rechercher de nouvelles alliances. C'est, notamment, ce que nous dirons à la prochaine conférence des forces progressistes méditerranéennes à Malte.

Michel MOUSEL ■

humeur :

l'atome au service des masses critiques

Après avoir longuement hésité, après des contacts secrets avec les neutrons, les protons et autres électrons, Georges Marchais vient de se jeter à l'eau : qu'on se le dise, il nous faut de l'énergie nucléaire à gogo, les atomes avec nous et les particules d'uranium vont former des soviets dans les réacteurs dès les premiers jours de mars 1978 ! Camarades vous l'ignorez, aveuglés que vous étiez par la propagande gouvernementale relayée par les écologistes irresponsables : l'atome socialiste, lui, est prêt à se mettre au service de la cause des travailleurs et à abandonner sa radio-activité pour protéger la classe ouvrière et ses compagnons de route.

Marchais vient d'être visité par la Grâce et le proclame à tous les échos : nous avons besoin des centrales atomiques. Et pour écarter tout danger, grâce au pouvoir de la science prolétarienne dont on connaît le glorieux passé, l'atome va casser proprement son noyau. Il ne sera plus au service d'une masse critique et dangereuse, mais au service des masses.

Les dangers de l'atome ? Les radiations ? Les accidents ? Une seule solution : unité-action-programme-commun ! Autrefois, dans les foires on disait *abracadabra* et cela marchait à peu près aussi bien.

Saint Georges terrassant le dragon nucléaire, Marchais vient de convertir le comité central à la nouvelle alchimie populaire aux couleurs de la France : les quelques écolos du PC ont dû s'incliner et reconnaître humblement qu'ils n'avaient pas pensé aux solutions les plus simples. Il suffit de peindre toutes les centrales en rouge et leurs maléfices s'estompent.

Contre la filière américaine une seule solution : non pas la révolution, mais la filière communiste. En Chine, la dialectique cassait des briques, en France il nous

faudra attendre un peu moins de neuf mois pour qu'elle élimine tous les pépins de nos noyaux nucléaires. Le grand frère Georges s'en porte garant. Pour s'en assurer il disposera d'ailleurs des 80 caméras de télévision dont sera dotée chaque centrale. Surveillance qui permettra de s'assurer que les atomes ne s'évadent pas de leur goulag de béton.

Zorro Marchais est arrivé, alors que les écologistes en sont encore à organiser des marches de protestation qui ne parviennent pas à maîtriser les réactions en chaîne. Le gouvernement se demandait comment expliquer aux travailleurs que c'est pour leur bien qu'on leur impose des centrales sans leur demander leur avis et voilà que l'ingénieur en chef Marchais nous explique à longueur de meeting que nous n'avions rien compris : il suffit à ce gouvernement, pour conjurer tous les dangers, de demander aux masses critiques de prendre leur carte au Parti et elles deviendront inoffensives.

On enrage de ne pas y avoir pensé avant, on aurait évité de la salive, des rhumes et des coups de soleil à patauger ou à marcher. Doivent râler sec les agriculteurs de la région de Nantes condamnés à huit mois de taule pour s'être opposés à une centrale. Ils attendaient quelques mois de plus et les neutrons défilaient dans le pays avec des drapeaux rouges, envoyant des motions au Parti en l'assurant de leur indéfectible soutien.

Louons et bénissons le camarade Marchais de sa perspicacité et de son talent pour la maîtrise de l'atome. Il a fait cela tout seul, rien qu'avec sa langue, après avoir prié Saint Staline et Saint Brejnev pendant tout le dimanche de la Pentecôte. Hosanna, Hosanna, Vive Marchais, qui a dû entendre quelques voix dans son jardin. ■

C.-M. VADROT ■

où va la France ?

Althusser et son parti

« 22^e Congrès », la dernière brochure de Louis Althusser, rassemble les remarques faites devant le cercle de philosophie de l'Union des étudiants communistes de la Sorbonne, au sujet du tournant qu'a représenté le dernier congrès du PCF.

Au premier abord, l'objectif de ces remarques est difficile à saisir. Elles n'ont pas la robuste simplicité de l'argumentation développée par d'autres intellectuels communistes, comme Etienne Balibar, à propos de l'abandon par le PCF du principe de la dictature du prolétariat. Althusser envisage, en effet, de façon plus large les problèmes posés par l'évolution stratégique du PCF. Sa réflexion est critique, mais s'exprime à travers un mouvement sinueux de va-et-vient entre l'assentiment et la désapprobation. Ce dernier sentiment n'est dévoilé que rarement, et s'assortit, à chaque fois, d'une bonne ration de précautions oratoires.

naïveté ou habileté tactique

Lue d'une façon attentive, cette brochure apparaît finalement comme une confrontation entre la stratégie du PCF et l'orthodoxie marxiste-léniniste telle que la conçoit Althusser. Plus exactement, Althusser « interprète » de façon « orthodoxe » les positions définies au 22^e congrès, puis rapporte cette interprétation aux principes de l'orthodoxie eux-mêmes : ce qui donne à ses observations (en dehors de leur intérêt théorique intrinsèque) un caractère irréel. Ce que Althusser critique, ce n'est pas l'orientation du PCF, mais la lecture que lui-même en donne. Reste à savoir si ce décalage provient de la naïveté d'Althusser ou de son habileté tactique...

Cette curieuse façon de présenter les choses mise à part, Althusser pose quelques-unes des plus sérieuses questions qui se posent aujourd'hui au mouvement communiste, et, plus largement, au mouvement ouvrier. Il soulève aussi, sans s'en rendre compte, les grands problèmes auxquels le courant théorique qu'il représente, encore marqué par le stalinisme, n'apporte pas de réponses satisfaisantes.

En partant d'une interrogation sur la question de la « base de masse » de la classe bourgeoise, Althusser développe une réflexion intéressante sur les conditions du passage au socialisme. Le PCF, dit-il en substance, a raison d'évoquer la possibilité d'un passage pacifique au socialisme ; mais il a tort, sinon de la privilégier, du moins d'en exclure tout autre. La résorption de la base de masse de la bourgeoisie n'est jamais acquise définitivement ; et quand elle l'est, à un moment donné, grâce à la constitu-

tion d'une large alliance des classes populaires autour du prolétariat, elle peut produire, en contrecoup, une violente réaction de la bourgeoisie provisoirement battue, mais non annihilée, et contre laquelle la classe ouvrière devra employer d'autres armes que le bulletin de vote.

PCF : la racine de l'erreur

Critique fort pertinente, mais qui manque en partie son but dès lors que la racine de l'erreur du PCF n'est pas évoquée. Or, cette racine — la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, qui réduit à sa fraction « monopoliste » la partie de la bourgeoisie irréductiblement adverse de la classe ouvrière — n'est pas contestée par Althusser, alors qu'elle fonde et légitime la stratégie du PCF et le mot d'ordre d'union du peuple de France, dont Althusser ne peut que critiquer certains aspects démagogiques sans aller au fond des choses.

A partir de cette première série de remarques, Althusser en vient au nœud de l'affaire : la question de l'Etat. Il fait observer — ce qui n'est qu'en partie vrai, comme l'ont montré ses propres réflexions antérieures — que l'abandon par le PCF du concept de dictature du prolétariat est moins dirigé contre le concept lui-même que contre la déformation stalinienne. Le PCF aurait donc opéré sa « déstalinisation » tardive sur le dos de la dicta-

ture du prolétariat, sans que la validité du concept soit en fait réellement remise en cause par son 22^e congrès.

Après avoir réaffirmé cette validité, Althusser critique la conception suivant laquelle l'Etat bourgeois peut être démocratisé et servir d'instrument pour la transition au socialisme.

un pas en avant, deux pas en arrière

Là encore, sa critique est pertinente. Mais, après avoir fait un pas en avant en contestant le principe de la « démocratie avancée », Althusser fait aussitôt deux pas en arrière en réduisant l'opération de destruction de l'Etat à son « remaniement », à sa « restructuration » : « C'est une « destruction » très particulière, qui dans ce cas n'a rien d'un anéantissement, mais qui remanie, restructure et révolutionne un appareil existant, pour qu'y triomphe la domination d'une nouvelle classe. » Il ajoute : « C'est révolutionner dans leur structure, leur pratique et leur idéologie, les appareils d'Etat existants, en supprimer certains, en créer d'autres... »

Voilà un « rappel orthodoxe » qui n'a d'orthodoxe que l'apparence, et n'a pas grand-chose à voir avec la conception de l'Etat développée par Marx, Engels ou même Lénine.

Cette théorie de la permanence des « appareils d'Etat » qu'il suffirait de transformer pour détruire l'Etat lui-même, n'introduit pas de rupture véritable avec la conception de l'Etat qui prévaut au PCF. Althusser n'évoque guère, en réalité, les moyens dont disposera la classe ouvrière pour assurer son hégémonie sur « son » Etat, c'est-à-dire sur les anciens appareils d'Etat qui lui seront toujours extérieurs et supérieurs, même « remaniés » et « révolutionnés ».

Car ces « masses qui font l'histoire » comme le répète à l'envi Althusser, sur le mode incantatoire, elles brillent par leur absence dans ces pages consacrées à leur « dictature ». Elles n'existent que dans leur condition de partenaires du Parti, qui mène la lutte, puis dirige l'Etat,

qu'elles inspirent, qui les écoute, qui doit nouer de nouveaux rapports avec elles, mais qui, en dernière instance, est bien le seul à « faire l'histoire ».

Pas plus que son parti, Althusser n'est encore prêt à rompre définitivement avec l'héritage doctrinal du stalinisme, même s'il rejette avec netteté les pratiques staliniennes. Lorsqu'il réclame que le PCF rompe avec ces pratiques sur le plan de la démocratie interne, qu'il se déstalinise d'abord dans son propre fonctionnement, son argumentation ne dépasse pas les bornes fixées par cinquante ans de tradition stalinienne.

Entendons-nous bien : le regard critique que jette Althusser sur son parti, la liberté de discussion qu'il réclame ne sont pas négligeables. Signe d'une évolution à coup sûr, facteur de cette évolution peut-être, la réflexion d'Althusser sur le 22^e congrès est positive. Mais par ses limites même, elle montre que les communistes français ne sont pas encore tout à fait sortis de la longue nuit du stalinisme...

François TURQUAN ■

Ce critique socialiste rassemble les textes dont le PSU discutera lors de son prochain congrès.

critique socialiste

Revue théorique du PSU

Propositions de programme pour la construction du socialisme autogestionnaire en France

29

Au sommaire :

Une stratégie pour le socialisme :

- Actualité du socialisme autogestionnaire.
- Les lignes de forces de la société socialiste autogestionnaire.
- Les stratégies en présence.
- Le chemin du pouvoir.
- Le socialisme et l'internationalisme.

Quel socialisme ?

- Changer la politique.
- Changer l'économie.
- Changer le cadre de vie.
- Idéologie et culture.
- Changer les rapports sociaux.

Critique socialiste, revue théorique du PSU, n° 29, janvier-mars 1977, 15 F. Commandes et abonnements : éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. CCP : 19 706 28. Abonnement : France 60 F pour 5 numéros ; étranger 80 F pour 6 numéros.

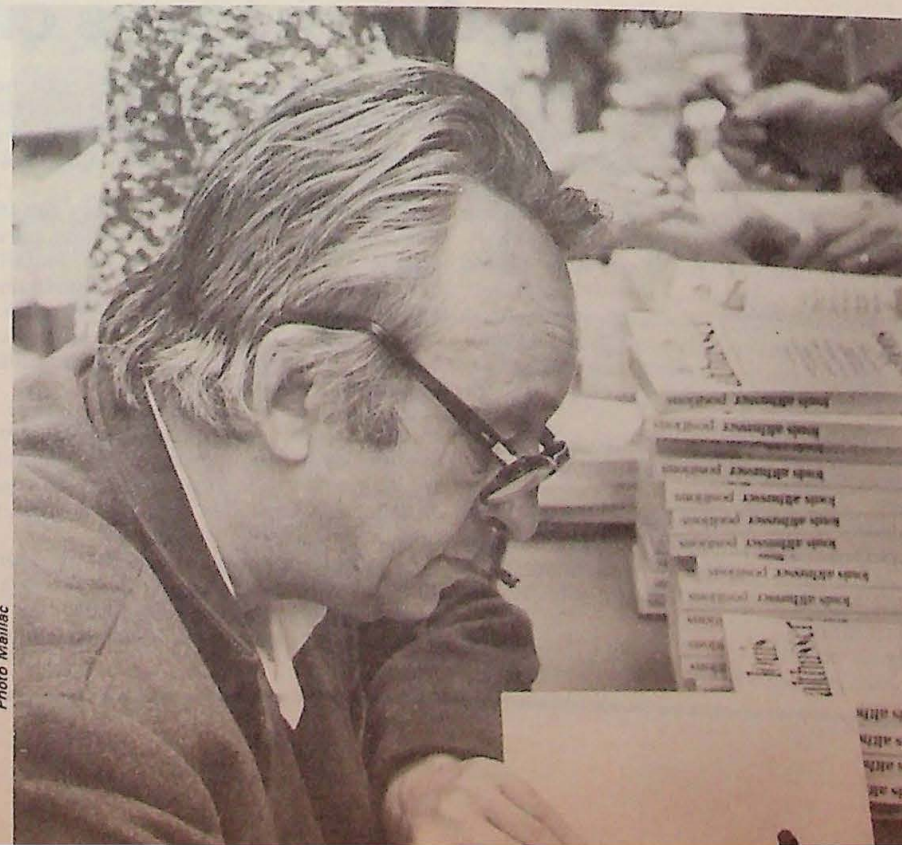


Photo Maillac

le RPR relance la participation

Fond tricolore, avec bonnet phrygien, croix de Lorraine, blousons et tee-shirts « Jacques Chirac », terminaux d'ordinateurs et équipements fonctionnels d'un luxueux et moderne palace parisien : les délégués au congrès extraordinaire du Rassemblement pour la République (RPR), réunis dimanche à Paris, ont dû se transformer en dialecticiens pour voter la fin de la lutte des classes. C'est, en effet, sans rire que le braintrust chiraquien a proposé aux militants rescapés officiels de l'ère gaullienne, un succédané, modèle 1977, de l'association capital-travail par la participation à l'intéressement aux bénéfices des entreprises.

L'affaire arrive à temps : il faut se donner des armes un peu plus élaborées que par le passé si l'on veut, à droite, « barrer la route à la coalition marxiste socialo-communiste » et prévenir la flambée de la lutte de classe qui ne manquera pas de suivre l'arrivée de la gauche au gouvernement. Désormais, la peur ne peut plus éviter le danger.

Les ordonnances gaulliennes de 1959 et 1967 ont été abondamment

citées, sans oublier chaque fois le nom du père spirituel. Pour l'essentiel, ces ordonnances ont permis — peuvent permettre — aux chefs d'entreprises de geler une partie de leurs bénéfices pendant cinq ans. Cela se pratique et la remarque s'impose : les salaires ont souffert de ce blocage. Les sommes, investies dans des sociétés financières, font les choux gras des agents de change et autres Compagnies boursicoteuses, au détri-

ment des intérêts des légitimes « propriétaires » de ces capitaux : les salariés.

Philippe Dechartre, ancien ministre, rapporteur, et Michel Debré, rédacteur des premières ordonnances, ont tenu à rappeler aux néophytes du gaullisme (les structures du RPR ont été profondément bouleversées) ce qui leur était dû. Mais c'est le vétéran Marcel Loichot, théoricien depuis de longues années de la diffusion du capital chez les salariés par l'actionnariat, qui a exposé ce qui devrait être l'instrument juridique de la philosophie gaulliste d'aujourd'hui : la création de « sociétés d'actionnariat ouvrier » — on relèvera au passage le choix plutôt malheureux d'un sigle de triste mémoire d'antifasciste. Un projet de loi va donc être déposé, élargissant le sens de la participation. Il vise au partage des valeurs d'actif nées de l'autofinancement (autrement dit de la partie des bénéfices réinvestis) entre apporteurs de capitaux et apporteurs de travail, au prorata de leurs apports respectifs (salaires pour ses derniers).

Marcel Loichot espère ainsi remédier aux deux « fléaux » que sont, selon lui, la lutte des classes et le chômage, tirant d'un coup un trait sur

« l'usine à Rothschild » et sur « la mine aux mineurs ». Coup double, neutralisant à terme la lutte des classes, rendant sans objet le Programme commun de gouvernement.

Pour appuyer la démonstration, des dirigeants d'entreprises pratiquant une participation à tous les niveaux et ayant connu des résultats très positifs, sont venus témoigner. Selon eux, tout le monde est gagnant dans l'affaire. « Les hommes sont devenus meilleurs », dit l'un d'eux qui fait travailler mieux et plus vite. Exemple : Une blanchisserie reprise au bord de la faillite et dans laquelle aujourd'hui les ouvrières « lavent dans la joie » (sic).

Bien entendu, tout le monde n'est pas convaincu par les théories fumeuses de Marcel Loichot, promu penseur officiel du RPR. Yves Guéna, l'une des éminences de l'appareil chiraquien, n'a pas caché que les tâches urgentes étaient ailleurs : briser officiellement le monopole syndical aux syndicats professionnelles, soutenir les syndicats, « réformistes » FO et CFTC — « Si ces centrales ont la volonté de se battre dans la sidérurgie, la métallurgie... », M. Guéna l'a dit ouvertement.

Michel CAMOUIS ■

le débat est ouvert

La réunion de la direction politique nationale, des 23 et 24 avril, se prononçait pour un large débat au sein de la gauche et devant les masses sur les problèmes fondamentaux que devra affronter une expérience gouvernementale de gauche et sur les transformations profondes capables de créer, pour les travailleurs, la possibilité du passage au socialisme.

La DPN constatait que les propositions de Georges Marchais au comité central du PCF concernant l'ouverture d'un débat avec les formations politiques et sociales qui le souhaitent en vue d'aboutir à l'élaboration de positions communes rejoignaient celles du PSU. Appliquant les décisions de la DPN, le bureau national du PSU s'adressait à la CGT, à la CFDT, à la FEN et aux partis du Programme commun en leur demandant l'ouverture d'une discussion sur les thèmes retenus par la DPN : les nationalisations, la politique économique et sociale, les libertés, les relations internationales (voir TS n° 739).

C'est dans ce cadre qu'ont eu lieu les rencontres avec la CFDT et le PCF

dont témoignent les communiqués ci-dessous.

Si la CFDT n'entend pas, du moins dans la phase actuelle, ouvrir des discussions programmatiques avec des organisations politiques, le PCF a accepté le débat sur les thèmes proposés par le PSU. La commission de travail comprendra trois membres de chaque parti et recherchera les convergences sur les points soumis à la discussion, sans masquer les divergences qui pourraient se manifester. A la demande des représentants du PSU, le PCF envisage la possibilité de débats publics sur les thèmes en discussion et l'éventualité d'un élargissement ultérieur à d'autres organisations.

le communiqué commun CFDT-PSU

Deux délégations de la CFDT et du PSU se sont rencontrées au siège de la CFDT le mercredi 8 juin 1977.

Les deux délégations ont procédé à l'analyse de la situation économique, sociale et politique caractérisée par le chômage et l'inflation. Le plan Barre a accentué les difficultés des salariés.

Les actions vigoureuses menées par les travailleurs pour faire aboutir leurs revendications ont déjà permis d'obtenir des succès notables. Ces actions doivent se poursuivre et se développer dans le respect de l'autonomie des fonctions et des

décisions de chacun.

La CFDT, à la veille de son Conseil national, a informé le PSU des travaux qu'elle poursuit pour l'élaboration de la plateforme des revendications et d'objectifs immédiats et du sens de cette plateforme.

Le PSU a fait part à la CFDT des initiatives qu'il prenait pour être présent dans les débats de la gauche aujourd'hui.

Les deux délégations ont constaté que leurs démarches respectives visaient à créer des conditions de changements profonds dans la vie quotidienne des travailleurs et de la société française. ■



communiqué PSU-PCF

Une rencontre entre deux délégations du Parti communiste français et du Parti socialiste unifié a eu lieu le vendredi 10 juin 1977.

Les deux délégations ont procédé à un échange de vues sur la situation politique. Une large convergence d'analyse a pu être constatée.

La situation actuelle est marquée par une nouvelle dégradation de la situation des travailleurs : baisse du pouvoir d'achat, montée du chômage.

La volonté d'un changement réel grandit. Les luttes se développent. Le succès du 24 mai en est la preuve éclatante.

Les deux partis appellent les travailleurs à poursuivre l'action pour faire échec à l'intransigeance du patronat et du gouvernement. Plusieurs succès récents montrent que c'est possible.

Face à l'érosion de ses positions, le pouvoir multiplie les manœuvres pour abuser les travailleurs. Des provocations inquiétantes ont lieu. En ce jour des obsèques de Pierre Maître, les deux délégations s'associent à l'émotion exprimée par tous les travailleurs. Les deux partis font appel à la vigilance et au sang-froid des travailleurs.

La délégation du PCF a informé le PSU de ses propositions pour l'actualisation du Programme commun de gouvernement et de l'état des discussions. Elle a réaffirmé son désir de favoriser, en rapport avec l'actualisation du Programme commun, les rencontres et échanges d'opinion avec toutes les organisations sociales et politiques qui le souhaitent.

La délégation du PSU a rappelé qu'elle entendait contribuer à la victoire de la gauche et faire en sorte que cette victoire entraîne des changements profonds, qui, pour le PSU doivent aller dans le sens de l'autogestion. Dans cet esprit, elle a réaffirmé sa volonté de favoriser la convergence des objectifs politiques de toutes les formations de gauche.

Les deux délégations ont décidé de poursuivre cet échange de vues afin de rechercher des positions communes sur les problèmes essentiels de la lutte pour un changement réel de politique. A cet effet, il a été décidé de mettre en place une commission de travail. ■

le rapport de la Trilatérale : « Prends la démocratie, et tords-lui son cou »

Les hommes de la Trilatérale sont désormais au pouvoir : Jimmy Carter aux Etats-Unis, Raymond Barre en France. Or les Français sont peu nombreux à savoir ce qu'est la « commission Trilatérale », et qu'elle dirige en fait aussi bien la France, en 1977, que les autres nations dites « occidentales », auxquelles le Japon a été adjoint. Certains ont été informés, à vrai dire, en novembre dernier par un article du *Monde diplomatique* (de M^{me} Diana Johnstone) : ceux-là n'ignorent pas que la « Trilatérale », dirigée dès 1973 par M. Brzezinski, (1) a été fondée à cette date par M. David Rockefeller, et qu'elle est, selon les propres termes de ses dirigeants, l'œuvre de « simples citoyens de l'Europe de l'Ouest, du Japon et de l'Amérique du Nord » ayant pour objectif « de développer une collaboration plus étroite entre ces trois régions sur des problèmes communs ».

Il n'est pas indifférent de savoir que ces « simples citoyens », au nombre d'environ 200, sont par exemple, aux côtés de MM. Jimmy Carter, Rockefeller, Vance, Ball, de sept présidents de banques américaines, de *Time* et de quelques autres personnalités éminentes des Etats-Unis, MM. Raymond Barre, Pierre Jouve (Péchiney-Ugine-Kuhlmann), Giovanni Agnelli et plusieurs autres « grands Européens... ». Il est utile de savoir, également, que l'actuel président des Etats-Unis, issu directement de cette organisation, s'est entouré d'hommes qui en sont à la fois les promoteurs et les très actifs animateurs.

Il conviendrait donc, à tout le moins, que tous nos parlementaires, en principe concernés par les processus qui se développent désormais rapidement en Europe occidentale, prennent connaissance du rapport publié sous les auspices de la Trilatérale en 1975 et intitulé *The crisis of Democracy ; Report on the governability of Democracies to the Trilateral Commission* (New York University Press). Préfacé par Z. Brzezinski, rédigé en grande partie par MM. Michel Crozier, Samuel P. Huntington et Joji Watanuki, l'ouvrage est manifestement la véritable plate-forme idéologique et le programme d'action de l'immense coalition « occidentale » dont, jusqu'à nouvel ordre, sont membres les dirigeants d'un monde qui, plus ou moins par antiphrase, tient à s'appeler le « monde libre ». D'où vient, semble-t-il son exceptionnel intérêt.

où la démocratie tue... la démocratie

Qu'il soit fait expressément référence dès les premières lignes, par M. Brzezinski lui-même, au célèbre *Déclin de l'Occident* de feu Oswald Spengler, ce n'est probablement pas exempt de signification pour tous ceux qui ont encore quelque mémoire européenne... Mais l'essentiel est évidemment l'interrogation qui domine ce rapport : la démocratie

politique, telle qu'elle est pratiquée — plus ou moins bien dans les pays qui s'en réclament au sein de la Trilatérale, est-elle encore une forme viable et acceptable de gouvernement ? La réponse est, en 200 pages, parfaitement négative. Le vrai problème, on s'en doute, débordant largement celui qui semble posé d'abord, et c'est celui-ci : que faut-il faire pour en finir avec la véritable démocratie elle-même, tout en sauvegardant quelques apparences ? Ce problème-là, lui, nous concerne : on voit que quantité de leaders politiques, implicitement ou non, ne cessent de le poser.

La thèse du rapport est, en vérité, relativement simple : la démocratie est menacée partout dans le monde actuel — non, comme on pourrait croire, par les monopoles qui l'utilisent et l'asservissent, par les fascismes qui ici ou là la détruisent, mais par l'exercice abusif des libertés qu'elle suppose ; par les revendications excessives des populations envers leurs mandataires ; par le refus obstiné, désormais, de nombreux groupes sociaux de demeurer écartés des centres de décision ; et bien davantage encore par l'offensive exorbitante, scandaleuse, des intellectuels, universitaires, journalistes, qui sans cesse critiquent et démasquent, ruine l'autorité et la hiérarchie, font obstacle au secret indispensable à ceux qui gouvernent. Il importe donc de restaurer l'autorité, la hiérarchie, en un temps où malheureusement l'Eglise, l'Université et l'Armée ne peuvent plus « endoctriner » sainement, moralement, les jeunes occidentaux livrés aux démons de l'esprit critique, à l'inquiétude stérile, aux tentations de la révolte.

Voilà du moins qui a le mérite de la franchise : les responsables de la « crise de la démocratie » sont désignés sans équivoque : les mesures d'urgence sont précisées (au terme du rapport) et l'on s'étonne moins, à lire ces pages, de quantité de suggestions, de campagnes diverses, de répressions encore discrètes mais évidentes, dont se rendent coupables (le mot convient, j'imagine) certains

dirigeants de certains Etats membres de la Trilatérale, dès qu'il s'agit de l'avenir de l'Université, de celui de l'information, de l'ensemble de ce qui fut et tente encore d'être l'humanisme de l'Europe...

Crozier : haro sur l'universitaire !

Politiquement, on s'en doute, le rapport déplore « l'entité absolument périmée » des Etats nationaux de notre continent, empêtrés dans leurs bureaucraties respectives : un système fédéral s'imposerait donc en Europe, à condition toutefois de n'être pas à son tour handicapé par les organismes « bureaucratiques » nationaux. Le refus de tout « contrôle social » lié aux valeurs d'une « hiérarchie » est présenté ici comme la faiblesse majeure de l'Europe. La France, notamment, constate Michel Crozier, « a un appareil centralisé de moins en moins apte à administrer des systèmes modernes complexes et devient donc plus vulnérable ».

On est surpris, quoi qu'il en soit, de la violence des attaques de Michel

Crozier, universitaire lui-même, contre les universités européennes, de cette valeur d'autorité, qui lui semble, finalement, l'essentiel dans le rôle assigné aux églises et aux facultés ! Les universités, dit-il, ne sont plus de véritables institutions pour leurs étudiants, et « très peu d'enseignants sont capables de proposer des modèles positifs et non idéologiques d'engagement envers des valeurs pouvant être acceptées par leurs étudiants ». Qu'est-ce à dire, en vérité ? Puisqu'on ajoute que, par conséquent, le potentiel des universités ne peut être utilisé comme stimulant pour changer la société... De quel modèle *non idéologique* a-t-on besoin, à la Trilatérale ?

On est plus surpris encore de constater que rien n'est dit du discrédit où sont tombées la hiérarchie et l'autorité de par leur propre dépérissement, leurs scandales, leurs corruptions. Sont seuls responsables du chaos ces « intellectuels » qui ne cessent, paraît-il, de projeter sur la société les inquiétudes et « la crise d'identité » qu'ils éprouvent. La fonction critique que beaucoup d'entre eux tentent encore d'assumer serait-



Jimmy Carter : membre de la Trilatérale depuis 1973. On le dit « très actif ».

elle à ce point condamnée, parce que redoutée, qu'il faille désormais préparer leur élimination systématique ? Car, autre grief, ils ont perverti les médias, prêté leurs concours à ces moyens de communication de masse qui jouent un rôle capital dans le « flottement actuel des sociétés occidentales ». M. Crozier attaque, non sans raisons pourrait-on croire, la télévision : mais c'est parce qu'elle a rendu impossible « le maintien de la fragmentation culturelle et de la hiérarchie qui était nécessaire pour donner force aux formes traditionnelles de contrôle social »...

Ces assertions, on en conviendra, peuvent inquiéter : il n'est guère difficile de percevoir l'avenir qu'elles préfigurent.

Huntington : ces Noirs et ces journalistes d'où nous vient le mal

Les analyses de M. Huntington, professeur de sciences politiques, ex-rédacteur en chef de *Foreign Policy*, conseiller, actuellement, de la Maison Blanche, confirment et aggravent celle de notre distingué compatriote. On trouve, à vrai dire, une franchise plus brutale sous la plume de ce très perspicace Américain, des prises de position sans équivoque, et, tout compte fait, une étude assez remarquable de l'évolution idéologique des Etats-Unis depuis 20 ans.

« Le fonctionnement effectif d'un système politique démocratique requiert généralement une certaine proportion d'apathie et de non participation (*non involvement*) de la part de certains individus et de certains groupes ». Toutes les sociétés démocratiques, dans le passé, ont eu une population marginale plus ou moins importante qui n'a eu aucune participation active à la vie politique ? « En soi, cette marginalité de certains groupes est fonctionnellement non démocratique, mais elle a été aussi l'un des facteurs qui a permis à la démocratie de fonctionner réellement. Des groupes sociaux marginaux, comme c'est le cas pour les Noirs, deviennent actuellement participants à part entière dans le système politique ». Cette réduction de la « marginalité » doit, selon M. Huntington, être compensée par une modération volontaire plus grande (*self restraint*) de la part de ces groupes marginaux — peut-on rappeler à l'auteur que ces « marginaux » noirs sont environ 23 millions, et ont quelque droit à « participer » à la vie politique d'un pays dont ils sont citoyens ?

Face à semblables assertions, en voici quelques autres : Truman a pu diriger la nation grâce au concours d'un petit nombre de banquiers et de juristes de Wall Street ; mais dans les années 60 les sources du pouvoir s'étant diversifiées, ce n'était plus possible... Et, cette fois encore, les médias, la télévision surtout, sont mis en accusation : M. Huntington cite à l'appui de son réquisitoire le célèbre commentateur Cronkite déclarant : « Beaucoup de journalistes en viennent à éprouver très peu de respect pour l'ordre établi. Je pense qu'ils ont tendance à être du côté des êtres humains plutôt que du côté de l'auto-

rité et des institutions ». On voit le caractère dramatique de cette constatation.

cette épouvantable tradition de liberté

Le malheur est en somme, aux yeux de M. Huntington, que la société américaine « caractérisée par un large consensus sur les valeurs démocratiques, libérales, égalitaires » veuille en période de crise accorder son régime de gouvernement à ces valeurs elles-mêmes. C'est pourquoi il convient aux Etats-Unis de remédier aux excès de démocratie, du genre de ceux qui ont marqué les revendications de tant d'Américains dans les « années 60 » et qui, dans le passé, ont caractérisé l'ère jacksonienne qui, selon notre auteur, a aidé à susciter la guerre civile de Sécession...

Les responsables de cette « vague démocratique » (*democratic surge*) qui a si fâcheusement miné l'autorité des gouvernants et des groupes de la classe dirigeante aux Etats-Unis sont donc, essentiellement, les intellectuels, les Noirs (qui ont bénéficié de facilités d'éducation considérables), les journalistes, et, finalement, si l'on suit M. Huntington, cette tradition de liberté qui de toute urgence demande à être neutralisée actuellement par des mesures d'ordre et de discipline. On ne peut que rendre hommage, soit dit en passant, au combat de tous ceux qui, Outre-Atlantique, ont réussi à susciter une telle peur dans cette *ruling class*, tant célébrée jadis par Hamilton, et à politiser profondément une large fraction de l'opinion américaine comme le constate l'auteur lui-même de cet étonnant chapitre...

directives : muselez la presse et les étudiants

Les conclusions de rapport de la Trilatérale (rédigées, semble-t-il, au nom de l'organisation tout entière) sont édifiantes : « Toute organisation sociale exige, en quelque mesure, des inégalités, dans l'autorité et des différences de fonction. Dans la mesure où le développement de l'esprit démocratique rongé tout cela, en exerçant une influence égalisatrice et homogénéisante, il détruit les bases de la confiance et de la coopération parmi les citoyens et crée des obstacles à la collaboration quand il s'agit de n'importe quel objectif commun ».

D'où résultent quelques directives pour lesquelles tout commentaire, serait superflu. Il importe, par exemple, en matière de presse, de retenir l'information à la source lorsque cela est jugé nécessaire ; de réintroduire une loi sur les écrits diffamatoires car « il n'y a aucune raison de refuser aux autorités une protection légale contre le libelle, ceci étant un contrôle nécessaire et adéquat des abus de pouvoir de la presse ». Il importe de réduire le nombre des étudiants dans les universités ; et ce qui paraît souhaitable, nécessaire, c'est « de lier les plans d'éducation à des objectifs économiques et politiques ». En Europe, aussi bien, à quelques exceptions



Un représentant de la « section française » de la « Trilatérale commission ». M. Raymond Barre : une certaine idée de la démocratie.

près, l'enseignement fonctionne, est-il dit, très médiocrement, et il développe essentiellement des attitudes néfastes d'opposition chez les étudiants : cette situation semble, en l'occurrence, particulièrement intolérable aux maîtres de la Trilatérale... et à leurs subordonnés.

pire qu'un scandale : un péril

Que conclure, dès lors, d'une telle lecture ? Que, manifestement, nous sommes concernés, menacés, et pour tout dire en réel péril. Car la convergence est flagrante des mesures préconisées de ce côté de l'Atlantique par la plupart des gouvernements en place et de celles qui sont préconisées par le rapport sur « la Crise de la Démocratie ».

Que cet ouvrage soit en lui-même une manière de scandale, cela paraît assez évident. Qu'il constitue désormais — comme il semble — le parfait manuel des responsables « officiels » de l'Occident soucieux d'en finir avec la démocratie abusive de leurs Etats, cela est certainement plus scandaleux encore.

Car enfin ceux qui sont désignés ici comme coupables d'atteinte à la démocratie, ce ne sont ni les protecteurs des juntes militaires, ni les maîtres du grand capital qui rétablissent partout où ils le peuvent les puissances d'ordre et de contrôle ; ce ne sont ni les responsables de la guerre

du Viet-Nâm, ni les escrocs, ni les mystificateurs, ni les bourreaux en tout genre : ce sont d'abord, et presque uniquement, les intellectuels, les universitaires, les religieux eux-mêmes quand ils cessent de suivre aveuglément la « hiérarchie » — bref, tous ceux qui en appellent à la conscience des peuples, à la veille d'édifier ce « nouvel ordre mondial » qui prête, comme on sait à toutes les ambiguïtés, à tous les malentendus.

Puisque pour nous, du moins, l'information est un impératif catégorique, et qu'il est en effet du domaine de l'action, assurons d'urgence au rapport de la Trilatérale toute la diffusion, toutes les traductions qu'il mérite.

Georges-Albert ASTRE ■

(1) M. Brzezinski en demeure directeur plusieurs années.

Le PSU condamne énergiquement l'attentat contre l'imprimerie de Rouge. Cet attentat qui visait à faire des victimes survient après ceux qui ont frappé le MRAP, les locaux syndicaux à Grenoble et après l'assassinat de Reims.

Seule une mobilisation de tous les travailleurs et de leurs organisations pourra faire cesser ces provocations.

le Bureau national
du PSU
8 juin 1977

briser la chaîne

plate-forme CFDT : l'horizon immédiat

La CFDT se positionne. A quelques mois de l'horizon 78, cette confédération a voulu faire elle-même les choix nécessaires dans ses objectifs « plutôt que de se les voir imposer par d'autres », comme le disait E. Maire, lundi dernier. Après des mois de débat, deux conseils nationaux, 700 amendements à la dernière « mouture » du projet, la CFDT dispose d'une « plate-forme » de revendications et d'objectifs immédiats ». Elle veut lui donner une importance considérable dans les mois à venir pour la mobilisation et l'action, puisque le texte en sera diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires.

Sept chapitres, une centaine de revendications répondant à une analyse de la crise actuelle et tentant de faire une synthèse des objectifs actuels de la classe ouvrière, voilà le document. Albert Mercier, responsable « action revendicative », membre de la commission exécutive, les commentera dans une interview à TS la semaine prochaine.

Mais d'ores et déjà, les motivations, l'explication de texte en somme sont tout aussi importantes que l'énoncé des objectifs. Comme l'affirmait E. Maire en les présentant : « la démarche de la vie ne coupe pas en tranches, revendications immédiates d'un côté, changements structurels de l'autre ». Venant d'une centrale qui se définit comme « la seule organisation de masse de la classe ouvrière à développer un projet véritablement autogestionnaire », la formulation d'une plate-forme a un sens politique fondamental. Jusqu'où la CFDT pouvait-elle, voulait-elle aller de ce point de vue ?

L'introduction cadre dès le départ la démarche. Elle « n'est pas antagoniste avec celle des forces de gauche qui veulent accéder au pouvoir. La CFDT a conscience de proposer aujourd'hui, par la mobilisation sur des revendications et des objectifs immédiats de transformation précis et négociables, des perspectives

concrètes et efficaces au service d'une transformation réelle de la société allant dans le sens du socialisme autogestionnaire ». Et elle ajoute « qu'elle est actuellement la seule organisation à pouvoir remplir cette fonction ».

Comment la remplir, sachant que « la stratégie autogestionnaire implique un changement radical » et que le programme commun de gouvernement de la gauche, Edmond l'a précisé lundi dernier, comporte « certaines limites et n'affronte pas suffisamment l'héritage centraliste, étatique et productiviste de la société capitaliste française » ?

Pour le court terme, la CFDT a fait des choix ; significatifs puisqu'une grande partie des objectifs est formulée en terme de « droits nouveaux pour les travailleurs », de suppression des inégalités tant dans le cadre des fonctions, des salaires, des prestations sociales et de l'information, que par sexe, régions ou race et surtout de nouveaux moyens pour exercer ces droits, c'est-à-dire des pouvoirs.

le chapitre et les « évangiles »

Le chapitre 7 de la plate-forme revêt, sur ce dernier point, une grande importance, puisqu'il aborde



Photo Maillac

les droits spécifiques des travailleurs dans les entreprises nationalisées. Mais il n'est qu'un début puisque le débat se poursuivra à partir d'un autre document consacré aux nationalisations et à la planification. Dans l'attente de ce document, certaines fédérations notamment, celle de la chimie et les fédérations signataires de la contribution, jugeaient utile que rien ne soit décidé dans l'immédiat. Le premier texte qui détaillait à l'extrême les « pouvoirs » dont disposeraient les travailleurs a été sérieusement amendé. Mais la logique demeure la même : pour éviter que les nationalisations ne correspondent à une simple étatisation, pour que les pouvoirs de décision, de gestion des travailleurs ne se limitent pas à une programmation nationalisée d'une gestion capitaliste, donc de conditions de vie et de travail identiques à la situation actuelle, la CFDT met en avant la création de « conseils d'atelier ». Différents des structures de « direction participative par objectifs », ou de cogestion, ces conseils pour l'instant peu précisés quant à leur mode de désignation, leur lieu d'implantation, seraient des contre-poids aux directions des établissements nationalisés. Elles permettraient l'initiative des travailleurs sur les décisions de gestion dans le cadre d'une négociation contractuelle ou en cas de conflits, par un rapport de forces. Ni structure syndicale, car la CFDT précise que le syndicat n'a pas à assumer de tâches de gestion, ni structure centrale de décision, ce conseil assurerait une véritable expression des travailleurs.

Mais cette véritable expression ne dépend pas que de ces structures, pour peu qu'un pouvoir politique de gauche accepte de les instaurer, ont rétorqué certaines fédérations ou régions notamment Rhône-Alpes et Hacıutex). Elle dépendra aussi de la nature de la planification, des rapports de forces qui régiront la société et l'économie (que les partis de gauche caractérisent d'ailleurs comme toujours régie par le marché capitaliste), ont-elles ajouté.

Ces remarques et l'imprécision des réponses du conseil national, justifient, en partie, les 19 % d'abstention lors du vote général de la plate-forme.

jusqu'où négocier ?

Plus pragmatique, le conseil national a estimé en effet que dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, dès la nationalisation de certains secteurs de l'économie, une dynamique nouvelle devra être enclenchée. Résumant l'enjeu du débat, dans une formule à l'emporte-pièce, un membre du bureau national affirmait : « Il y en a qui préfèrent la sécurité du programme commun comme minimum au déclenchement

d'une dynamique par la création de pouvoir à la base. » De fait, le débat ne peut être ramené à une boutade anti-CERES. Il est vrai que les conditions politiques et économiques d'une victoire de la gauche n'interféreront dans la satisfaction des objectifs avancés par la CFDT. Voilà pourquoi d'ailleurs, elle souhaite les négocier avec un gouvernement de gauche, en acceptant une réalisation par étapes pour certains, mais en affirmant « qu'elle ne donnerait pas son accord à une négociation ne prenant pas en compte l'essentiel dans ses différents aspects », en particulier la justice sociale (peut-on entendre par-là la lutte contre la hiérarchie actuelle ?) et l'extension des droits des travailleurs.

Sur l'issue de ces négociations, E. Maire et les dirigeants confédéraux se sont montrés pour le moins optimistes, malgré leur volonté affirmée de ne pas partir « à la recherche d'un consensus implicite » négocié dans le secret. Ils ont bon espoir que la « qualité des convergences » avec leurs partenaires syndicaux comme avec les forces de gauche permettront une issue positive aux objectifs de la plate-forme.

Organisation syndicale indépendante, la CFDT réaffirme une fois de plus ainsi sa volonté d'influer sur des stratégies différentes de la sienne sans définir préalablement l'importance du rapport de forces. Cette attitude rassure certains de ses adhérents. Elle en inquiète d'autres. A l'extérieur, elle suscite des commentaires pour le moins audacieux : autogestion du programme commun ? se demandent les uns, (R. Yvetot dans Rouge, n° 372) ; machine de guerre contre le programme commun ? avancent les autres (Michèle Cotta à France-Inter). Ces lectures différentes appelleront d'autres commentaires. La CFDT a voulu y répondre par avance en précisant que la plate-forme n'est pas un programme de transition déterminant les objectifs à leur niveau maximum, ni un projet global avançant toutes les transformations nécessaires dans la voie de l'autogestion. Un autre débat, déjà en cours, l'élaborera cet automne. Accessibles immédiatement par l'action de classe pour la plupart d'entre eux, négociables (mais comment ?) avec un gouvernement de gauche pour les autres, les revendications de la CFDT ont un mérite : elles tracent les différences de stratégie et d'aspiration dans la classe ouvrière, dans une perspective unitaire. Ce pari sur l'avenir a une cohésion dans la CFDT. Il aura un écho dans le courant autogestionnaire. Comment faire pour qu'il ne devienne pas un simple dossier de négociation, puis de compromis plus ou moins acceptables, voilà toute la question.

Yves SPARFEL

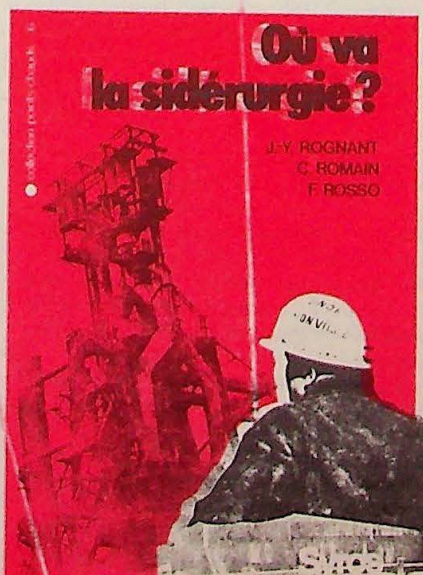
vient de paraître :

aux Editions Syros

dans la collection
« Points chauds »

•
où va la sidérurgie ?

•
J.-Y. Rognant
C. Romain
F. Rosso
15 francs



aux obsèques de Pierre Maitre

Ils étaient innombrables ceux qui ont suivi à Reims les obsèques de Pierre Maitre. Mais si on peut chicaner — certains journaux ne s'en sont pas privés — sur la présence de quelques milliers de plus ou de moins, personne ne contestera la leçon à tirer de cette cérémonie funèbre à la fois imposante par la foule compacte qui l'a suivie et émouvante par la dignité et le recueillement qui l'ont marquée.

Tous ces ouvriers, ces employés, toutes ces délégations venues de toute la France avec leurs drapeaux, les bras chargés de gerbes, étaient venus dire leur attachement à leurs droits syndicaux et leur volonté de les défendre. Jamais les milices patronales n'avaient été condamnées avec autant de vigueur.

des absents significatifs

Il n'y avait là ni Beullac, le préposé au Travail, si sensible au respect de la légalité lorsqu'elle sert les patrons. Ni le préfet, qui s'était contenté de saluer la famille au moment de la levée du corps. Ni la direction des Verreries mécaniques champenoises.

Eux, on ne les a pas oubliés. Tous les amis de Pierre Maitre, tous ceux que sa mort a bouleversés, savent bien que la CFT et le SAC n'ont pas pu frapper sans leur complicité et qu'il ne suffit pas de détruire des commandos lorsque ceux qui les payent conti-

nent à le faire. Car chacun a sa responsabilité dans ce drame.

La direction des VMC a laissé naître et se développer un conflit qui devait être réglé très vite. (Il l'a d'ailleurs été brusquement au lendemain même des obsèques.) Elle est coupable d'avoir licencié deux délégués syndicaux au lieu de discuter des revendications qu'ils présentaient. Elle est coupable d'avoir appelé les gardes mobiles. C'est d'abord tout cela une violence inadmissible.

Mais que dire du préfet, du ministre ? Comment auraient-ils pu ignorer que des hommes de main faisaient régner leur loi, celle du milieu, dans des usines ? Lecomte, cette brute de 130 kg, si bien entraîné qu'il avait, nous dit-on, une démarche de danseuse, a été assuré de l'impunité tant qu'il n'y avait pas de « bavures ». Pendant quatre ans à l'usine Citroën de Reims, où c'était sa fonction, il a pu lacérer les affiches des partis de gauche, expulser des militants ouvriers, sans émouvoir ni le préfet,

des immigrés, d'accord, mais pas trop formés

Depuis le 31 mai, les salariés de l'Association pour l'enseignement des étrangers sont en grève contre un projet gouvernemental de contrôle et de diminution de la formation des travailleurs immigrés. A l'appel de la CFDT et de la CGT ils occupent le siège de l'Association. Ils revendiquent le maintien des activités d'enseignement de l'AEE et de l'emploi des 800 salariés, l'annulation de la première tranche de 87 licenciements déjà annoncés et des négociations sur le projet de restructuration que le secrétariat d'Etat de M. Stoleru veut imposer.

Qu'est-ce que l'AEE ? Une association 1901 subventionnée par le Fond d'action sociale (42 millions de F en 1976). Elle est placée sous tutelle des ministères du Travail et d'Education.

un problème d'emploi

La politique d'emploi de l'AEE est en effet celle de la plupart des organismes de formation : utilisation de formateurs temporaires (556 à l'AEE) embauchés pour un cycle de formation ou pour quelques mois. Le 1^{er} mai 1976, à la suite d'une première grève avec occupation, un accord avait été signé entre syndicats et direction prévoyant la « permanentisation » de ce

personnel avant le 31 décembre 1977. Mais la direction, sous prétexte de difficultés budgétaires, n'applique pas cet accord.

La suppression des emplois de formateurs et de la liquidation de l'AEE s'inscrivent dans la politique du gouvernement en matière d'immigration. Une note de 23 mai, émanant du Délégué général de l'AEE et destinée à M. Stoleru, éclaire brutalement les projets de restructuration et de démantèlement de l'organisme et en précise les motifs :

— « Les désordres de gestion ». Ils sont évidents. D'ailleurs les organisations syndicales n'ont cessé de les dénoncer depuis plusieurs années.
— « Le personnel, fortement syndi-



Photo Tribune socialiste

ni le ministre. Car la tactique est claire — il s'agit de neutraliser, le plus possible, le noyau des syndicalistes en place et surtout de l'empêcher de se renforcer en éliminant impitoyablement tous les éléments susceptibles de le faire.

A côté de la violence des patrons et de celle de la CFT, il y a aussi celle du SAC. On retrouve souvent les mêmes hommes — Lecomte faisait partie des deux organisations — et les mêmes puissants protecteurs.

Solo cégétiste

La CGT — organisatrice des obsèques — avait choisi de s'en tenir à cette première face. Certains ont pu être surpris par le ton de la seule allocution prononcée, celle de Charles Juillart, délégué CGT du personnel des VMC. Au-delà de l'éloge du disparu, de la relation du drame et de la condamnation de ses coupables, c'est surtout sur le conflit des VMC qu'il a insisté. La CGT entendait par là montrer que son combat, politique comme le sont inévitablement toutes les luttes, devait essentiellement porter dans le cadre de l'atelier et sur le plan de la satisfaction des revendications.

La CGT a surtout voulu prouver sa force : par la présence d'abord d'un service d'ordre impressionnant, venu

en grande partie de la région parisienne ; par la multiplication des badges à l'effigie de Pierre Maitre, mais aussi de son sigle ; par l'action massive de toutes ses délégations ; et en organisant seule, sans l'appui des autres syndicats, cette cérémonie funèbre. Le tout d'une manière si pesante qu'on a vu des militants CFDT arborer leur sigle par réaction. C'est aussi sans doute ce qui explique l'absence de Georges Séguy. La présence de ce dernier aurait inévitablement provoqué celle d'Edmond Maire et la cérémonie prenait du même coup le ton d'une manifestation unitaire.

La seconde préoccupation, toute aussi évidente, des organisateurs, a été de reléguer au second plan les partis politiques. Les délégations conduites par des leaders peu connus, ont été placées en queue de cortège.

Deux exceptions à cette volonté de réduire la portée politique du drame : — L'Eglise d'abord. Si l'archevêque de Reims a pris une attitude plus nuancée, le père Collet, un prêtre ouvrier, a condamné cet acte fasciste dans des termes qui ont surpris par leur vigueur.

la nécessaire volonté de lutter contre les milices patronales

— Le PSU ensuite. La fédération de la Marne a appelé « la classe ouvrière a se donner, dès maintenant, les moyens de faire face aux provocations que la droite ne manquera pas d'organiser ». La délégation de notre parti aux obsèques a été finalement la seule à être conduite à son plus haut niveau puisqu'elle comprenait Michel Mousel, secrétaire national, René Schulbaum, membre du bureau national et Hubert Jayet, trésorier national et membre de la direction politique nationale.

L'attitude des partis signataires du Programme commun à la suite de ce drame risque d'être renouvelée pendant les quelques mois qui nous séparent des législatives. Une attitude prudente, imposée par la crainte de tomber dans des provocations. Une attitude rassurante qui veut donner la preuve d'une maturité indispensable pour gouverner. C'est une position défensive, face aux agressions d'une droite aux abois.

Nous ne devons la soutenir que dans la mesure où elle ne risquera pas de devenir timorée. Le drame de Reims le prouve : les travailleurs en ont assez de la CFT et du SAC. C'est dans la résolution avec laquelle les partis de gauche aideront à la lutte contre les milices patronales qu'ils soutiendront les travailleurs.

Section syndicale
CFDT de l'AEE ■

PSU REIMS ■

huit mois de prison pour un livre brûlé !

Cinq agriculteurs de Loire-Atlantique condamnés lourdement : huit mois de prison dont deux ferme. Leur crime ? Avoir brûlé le livre de la procédure d'enquête publique d'une mairie en vue de la construction d'une centrale nucléaire au Pellerin, à 20 km de Nantes. Verdict qui condamne en fait l'ensemble de la population de la région hostile à la centrale. D'ailleurs, dès que la sentence a été connue, des milliers de gens rassemblés devant le tribunal ont manifesté leur colère contre cette justice antipopulaire.

Au-delà du fait brutal de cette condamnation, c'est l'évolution du gouvernement et d'EDF vers une politique de force permanente qui retient l'attention. Cette politique a été dénoncée, lors d'une conférence de presse en faveur des emprisonnés, par un certain nombre de personnalités ou de militants : René Dumont, Haroun Tazieff, Brice Lalonde, Marcel Froissart, professeur au Collège de France, Lagarde, syndicaliste CFDT à l'EDF et des paysans de Loire-Atlantique. Tous les moyens sont devenus bons pour imposer un programme nucléaire élaboré sans aucun débat démocratique et sur la réalisation duquel personne ne peut avoir d'information, que ce soit en matière de dispositifs de sécurité (plan Orsec-Rad) ou de coût réel.

Cette politique de force trouve son illustration dans plusieurs domaines :

l'art de tourner la loi

● Non respect de la loi :

En juillet 1976, une loi sur la protection de la nature est votée. Elle prévoit notamment qu'une étude d'impact sur l'environnement des

grands projets publics ou privés doit être réalisée avant la décision finale. Or cette loi n'est pas appliquée et il y a une volonté politique du gouvernement de ne pas l'appliquer pour le programme nucléaire. Pour cela, le moyen est simple : les décrets d'application de la loi sont bloqués au niveau du ministère de l'Environnement dont le titulaire actuel n'est autre que l'ancien ministre de l'Industrie : d'Ornano, farouche partisan du nucléaire. De plus, EDF a pris l'habitude d'agir en toute illégalité : début

accueillir à la mairie ; ou contre les populations locales qui contestent la politique du fait accompli.

A l'heure actuelle EDF s'achemine vers la location à des commandements de CRS d'une partie des terrains où doivent s'édifier les centrales contestées : plus besoin de faire appel aux forces de répression, elles seront là en permanence ! c'est pourquoi le représentant de la CFDT EDF a pu parler de détournement de service public par EDF et a précisé que les travailleurs d'EDF refuseraient de travailler sous la « protection » des CRS.

● Violence contre la population

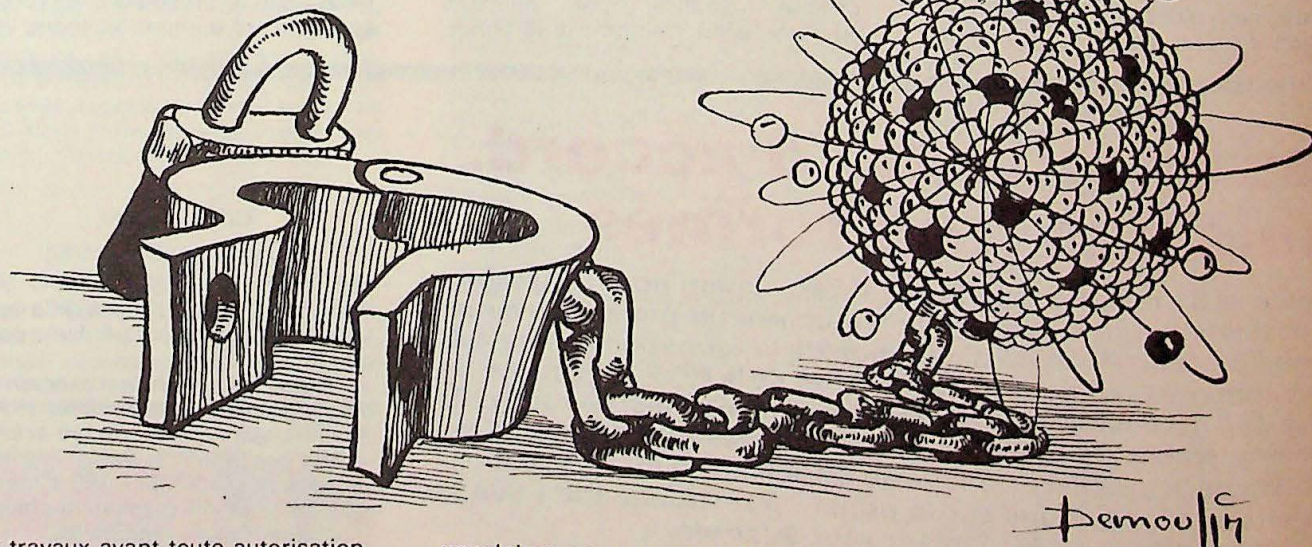
La politique nucléaire d'EDF et du gouvernement a une autre face inquiétante : il s'agit de prendre prétexte de la réalisation du programme pour casser les mouvements sociaux dans les différentes régions. Au Pellerin, par exemple, ce sont trente à quarante personnes qui ont participé à la destruction du registre de l'enquête d'utilité publique. Seules cinq personnes ont été arrêtées le lendemain. Comme par hasard, ce sont cinq militants du mouvement des Paysans-Travailleurs, mouvement qui a été à la pointe de dures luttes foncières et de la réalisation d'une unité des ouvriers et des paysans de la région. On ne peut pas ne pas être frappé par ce « hasard » alors que les forces de droite savent que, pour maintenir leur domination politique, elles doivent diviser les couches

plus hostiles à la centrale ont eu les meilleurs résultats alors que le plus chaud défenseur du nucléaire, le sénateur Chauty, vieux notable centriste, a perdu la mairie de Saint-Herblain, troisième ville du département lors de la consultation. Les douze maires concernés par la centrale du Pellerin sont tous hostiles à la centrale. Et, le 8 mai dernier, 5 000 personnes s'étaient réunies pour marquer leur opposition à l'enquête d'utilité publique, dorénavant appelée *enquête-bidon* puisqu'à Braud-Saint-Louis le feu vert a été donné... contre 35 000 lettres d'opposition !

Enfin, le Pellerin est un des plus mauvais sites du monde, situé à proximité d'une agglomération de 400 000 habitants, au centre d'une zone de « détente et de verdure » (selon les documents officiels : le Schéma directeur d'aménagement urbain nantais) et au cœur d'un réseau hydrographique qui assure et l'irrigation et l'alimentation en eau potable. Ainsi pour imposer leurs vues, y compris sur les dossiers les plus fragiles comme Le Pellerin, le gouvernement et EDF ont choisi la fuite en avant et la répression.

Face à cette politique, il s'agit pour le PSU d'œuvrer à développer le mouvement populaire contre la répression et d'organiser le plus large débat démocratique sur les besoins en énergie et les moyens de les satisfaire.

Jean-François THORAVAL ■



la prison d'Arenc toujours

La manifestation du samedi 4 juin contre la prison illégale d'Arenc, interdite par le préfet, a été maintenue par le collectif marseillais d'information.

Dans les rues de Marseille 2 000 manifestants, banderoles déployées, ont défilé malgré l'interdiction en scandant des mots d'ordre demandant la suppression des prisons clandestines ; contrairement aux prévisions préfectorales la manifestation s'est déroulée dans le calme.

Le même week-end, à la Courneuve, des militants de la commission nationale immigrés, aidés par des camarades de la section de Marseille ont fait signer l'appel contre Arenc par plus de 500 participants à la fête du PSU. Ces documents ont été portés par les camarades de Marseille à la préfecture des Bouches-du-Rhône. ■

des travaux avant toute autorisation, non respect des servitudes légales comme à Flamanville où les barbelés qui entouraient les terrains d'études d'EDF empêchèrent les agriculteurs d'accéder à leur champ...

● Utilisation massive de la répression

L'opposition grandissante des populations à ses projets a conduit EDF à une escalade dans la répression. Il n'est plus question de convaincre ni de justifier un programme mais de le réaliser à n'importe quel prix. Ainsi les forces de répression sont utilisées de plus en plus fréquemment : pour tenir les registres de l'enquête d'utilité publique lorsque les maires refusent de les

populaires et casser les luttes foncières. C'est pourquoi la loi anticasseurs est maintenant de plus en plus souvent employée contre le mouvement populaire. Ici, le prétexte est de surcroît dérisoire : le registre qui a été détruit existe en multiples exemplaires et il n'y a eu aucune violence, à part celle qui sort de l'imagination des policiers, pour justifier *a posteriori* les inculpations prononcées.

les violences d'EDF

La violence provient d'EDF qui veut imposer son programme alors qu'il suscite l'hostilité générale. Les résultats des élections municipales sont là pour en témoigner : les candidats les

Communiqué (13 juin 1977)

Le PSU proteste avec force contre l'injuste condamnation qui vient de frapper cinq agriculteurs de Loire-Atlantique, dont deux membres du PSU pour leur action contre l'installation de la centrale nucléaire du Pellerin dont le site est reconnu par de nombreux scientifiques et universitaires comme des plus dangereux.

Le PSU demande à tous ses militants et sympathisants de leur manifester leur soutien lors du procès en appel qui aura lieu à Rennes le 15 juin. ■

garde à vous mêmes

les soldats du 2^e RIMA

Jeudi soir 9 juin, au Mans, dans la salle municipale Henri Barbin : quatre soldats du contingent, en uniforme et cagoulés, annoncent l'existence et présentent les actions d'un comité de soldats au 2^e RIMA, stationné au camp d'Anvours. L'un des intervenants a lu un message d'IDS. Une centaine de personnes sont là. Parmi eux, des journalistes de la presse locale et parisienne, deux adjoints et deux conseillers de la municipalité de gauche du Mans, plusieurs invités des organisations syndicales ou politiques locales. La fédération PSU de la Sarthe a apporté un soutien particulier à l'initiative, notamment en accordant l'hospitalité aux quatre soldats délégués au cours d'une conférence que devait donner le général de la Bollardière sur le thème « Défense nationale ? Nucléaire ? Populaire ? ». En fait le général de la Bollardière, retenu au procès des opposants à l'usine nucléaire du Pellerin, n'a pu venir.

La lutte des soldats du 2^e RIMA n'est pas nouvelle. En 1974, 300 soldats sur 900 avaient signé « l'appel des cent. » En 1976 s'est constitué le comité de soldats. Comment marche-t-il ? Tour à tour, les quatre délégués expliquent.

● **Fonctionnement.** L'action clandestine oblige à un fonctionnement difficile et lourd. Malgré ce handicap, les décisions sont prises après de larges débats démocratiques, à l'unanimité. Les résultats sont là. Depuis trois mois, trois numéros de *Marsouin libéré* ont été réalisés et largement diffusés... jusque dans des grandes entreprises du Mans.

● **Une organisation large.** Le comité de soldats est une organisation ouverte à tous les soldats. Il mène une action de type syndical. Il n'est attaché à aucun parti politique. Il souhaite seulement entretenir des rela-

tions avec les autres organisations de gauche, plus spécialement avec les syndicats ouvriers. Ne regroupant que des soldats du contingent, le comité estime que les engagés ont aussi des droits à faire valoir : « Si nous, nous ne pouvons être confondus, nous refusons d'être divisés ; si nous ne menons pas le même combat, pour certains problèmes, nos luttes sont convergentes. »

● **L'action concrète.** Au niveau du 2^e RIMA d'Anvours, l'action a surtout porté sur le foyer du soldat. Depuis, le prix du café a baissé, et les bénéfices sur les caisses de boisson n'alimentent plus les « caisses noires » des plaquettes publicitaires (ils vont récompenser... les « soldats méritants » !). Le comité aujourd'hui demande la gestion du foyer par des soldats élus.

● **Reconnaître des droits démocrati-**



Photo AFP

ques. La revendication essentielle du comité de soldats, c'est la reconnaissance des droits démocratiques pour les soldats : droit de lire les journaux et livres de leur choix ; droit de se réunir, de s'associer, d'informer l'opinion de la vie dans les casernes.

● **Le refus d'expéditions de type colonial.** Le 2^e RIMA cultive son passé colonial. « A tour de rôle, les compagnies sont en état d'alerte pour être prêtes à partir et à intervenir en Afrique. » Régulièrement une compagnie part outre-mer, en Nouvelle-Calédonie. L'an dernier, l'une d'elle est allée au Gabon. Effectuées au titre du vieil adage « montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir », ces expéditions ont toutes lieu dans des pays ou des régions où des sociétés françaises exploitent les richesses d'un sous-sol bien pourvu, en nickel par exemple. Le recrutement s'accompagne bien sûr de campagnes publicitaires alléchantes : le soleil, les plages, les merveilles de ces pays. Mais au retour, les soldats ne connaissent du pays que camp militaire et « crapahut ».

● **Non à la militarisation de la société.** Le comité dénonce la militarisation de la société, spécialement par l'extension des terrains mili-

taires. Pour concrétiser leur démarche, ils ont remis 1 000 F à un paysan du Larzac, présent au Mans. 80 soldats ont participé à la collecte. En leur nom et à leur place, le général de la Bollardière se portera acquéreur, auprès du notaire de Millau, d'une part du GFA du Larzac.

● **Ne pas intervenir dans les conflits sociaux.** Les soldats du 2^e RIMA sont opposés à l'intervention de l'armée dans les conflits sociaux. Cette solidarité avec les travailleurs, le comité du 2^e RIMA l'a concrétisée en offrant quelque 500 paquets de cigarettes au comité de grève CGT des travailleurs des Verreries champenoises à Reims.

Dans la logique de cette position, les soldats représentant le comité se sont prononcés « pour le maintien de la conscription qui est une garantie contre tout coup de force d'une armée dite de métier ».

Avant de quitter les lieux de la conférence, le Dr Richard, adjoint au maire du Mans, a salué les soldats du comité « pour leur courage, leur mesure et leur maturité de réflexion ». Ce qu'il a entendu sera porté à la connaissance de la municipalité dont on attend en toute sérénité le soutien.

Jacques DUMESNIL ■

avant le procès des objecteurs au Havre

Coupables d'oser lutter pour la défense de leurs droits, plus de 60 militaires sont emprisonnés en Allemagne, dans l'Est de la France, à Toulon, Rennes, Dinan... Après les appelés du 7^e BCA de Bourg-Saint-Maurice, ce sont maintenant des marins brestois mis aux arrêts et mutés.

Parallèlement à ces mesures arbitraires de maintien en prison sans jugement et sans assistance d'avocats, mesures prises par les autorités militaires dans la plus grande discrétion (on ne veut plus courir le risque de voir s'ouvrir des dossiers vides), des objecteurs sont poursuivis devant les tribunaux, généralement pour renvoi de leurs papiers militaires. C'est pour ce « délit » que Robert Fourmont doit comparaître — comme Pierre Dantec en février (1) — devant le tribunal de grande instance du Havre, le 21 juin prochain.

Cette affaire donne au PSU l'occasion de rappeler ses positions sur le service national et l'objection de conscience. En 1972, notre congrès de Toulouse affirmait « l'importance qu'il attachait à un travail politique continu de longue haleine à l'extérieur comme au sein de l'armée » et proclamait la nécessité de « défendre tous les militants luttant contre l'armée de la bourgeoisie et de prendre les initiatives nécessaires ». Cette orientation s'est trouvée confirmée, affinée et précisée par nos congrès d'Amiens en décembre 1974 et de Strasbourg en janvier 1977.

Le PSU a toujours recommandé à ses militants d'effectuer leur service militaire et continue de le faire. Non seulement parce que le minimum d'instruction militaire qu'on y acquiert n'est pas inutile. Mais parce que l'armée est un lieu important de regroupement des jeunes travailleurs, qu'elle est en outre devenue un lieu de luttes importantes et d'affrontement ouvert avec l'appareil d'Etat, et que nous devons être présents sur ces fronts de lutte. Si nous sommes très respectueux des positions courageuses prises par les objecteurs, si l'objection de conscience est sans aucun doute une conquête démocratique dont nous affirmons, non seulement le caractère légal, mais dont nous proclamons, par-delà la légalité, la légitimité absolue, si nous luttons pour l'élaboration d'un nouveau statut des objecteurs de conscience et la liberté de l'information autour de ce statut, il nous faut rappeler que ce n'est nullement la stra-

tégie du PSU de rechercher la généralisation de l'objection de conscience. Une telle généralisation aboutirait à l'armée de métier, à la constitution de fait d'un service militaire volontaire qui, en tant que tel, serait sans doute bien plus facilement dominé par la droite et l'idéologie fasciste toujours menaçante. Ce résultat serait clairement incompatible avec notre stratégie d'unité populaire pour le contrôle, à travers les luttes conduisant à l'autogestion socialiste. Elle laisserait l'armée en dehors de la sphère de contrôle populaire, et sa hiérarchie serait bien plus libre pour préparer toutes les menaces anti-démocratiques auxquelles la réaction n'hésiterait pas à la convier le cas échéant.

Cependant, et en dépit de ce choix stratégique, notre option autogestionnaire n'aurait aucun sens, si notre respect du droit à la différence n'impliquait le respect du droit à l'objection. C'est pourquoi le PSU est aux côtés des objecteurs et insoumis, comme il est aux côtés des militaires qui, pour défendre leurs droits, cherchent à se donner les formes d'organisation qu'ils jugent les plus appropriées, par exemple, pour obtenir un nouveau règlement de discipline générale qui devrait prévoir notamment :

- une clause de conscience permettant à un militaire de refuser une mission ;
- l'interdiction de toute détention sans procédure judiciaire ;
- la possibilité de se défendre pour le militaire appelé à répondre de ses actes ;
- la disponibilité des militaires en dehors des heures de service ;
- la liberté d'expression, de réunion et d'information.

Paul REGUER ■

(1) Pierre Dantec a été condamné, le 14 février, dernier, à 3 mois de prison ferme et 5 ans de privation de droits civiques, pour avoir renvoyé au ministre des Armées une convocation pour une « période » ainsi que son livret militaire. Le jugement du procès d'appel ouvert à Rouen n'est pas encore rendu. Le 9 mai dernier, sur une proposition des élus PSU, le conseil municipal du Havre adoptait, à l'unanimité moins une abstention, un texte demandant, en même temps que la relaxe de Pierre Dantec, la levée des sanctions à l'encontre des militaires qui réclament l'ouverture des droits démocratiques dans l'armée et le contrôle sur tous les aspects quotidiens de la vie à la caserne.

les choses de la ville

radions la radiale

Jadis, il y poussait du blé et tournait des moulins à vent — sept en tout — moulin Neuf et moulin Vieux, moulin de la Pointe et moulin à Beurre, moulin Vert ou moulin de Charité, moulin de la Vierge, enfin, proche de la rue Vercingétorix. C'était la plaine de Plaisance. Il en reste quelques légendes. Ça s'est construit au milieu du siècle dernier. Pour abriter les pauvres qu'on expulsait — déjà — du centre ville réservé au *beau monde*. C'est aujourd'hui, entre porte de Vanves et tour Montparnasse, l'arène d'un combat sévère qui, depuis des années, met aux prises les promoteurs d'un urbanisme résidentiel, mercantile et autoroutier et ceux qui croient qu'on peut préserver des villages en ville.

Premier camp, les rénovateurs : — élus UDR, RPR et RI d'abord. Majoritaires au Conseil de Paris, ils ont adopté, il y a plus d'un an, par 59 voix contre 30 (opposition), le projet de la « radiale Vercingétorix » qui éventre le quartier pour relier le pont des Cinq-Martyrs au périphérique ; et voté pour ce grand œuvre la bagatelle de 200 millions de francs lourds.

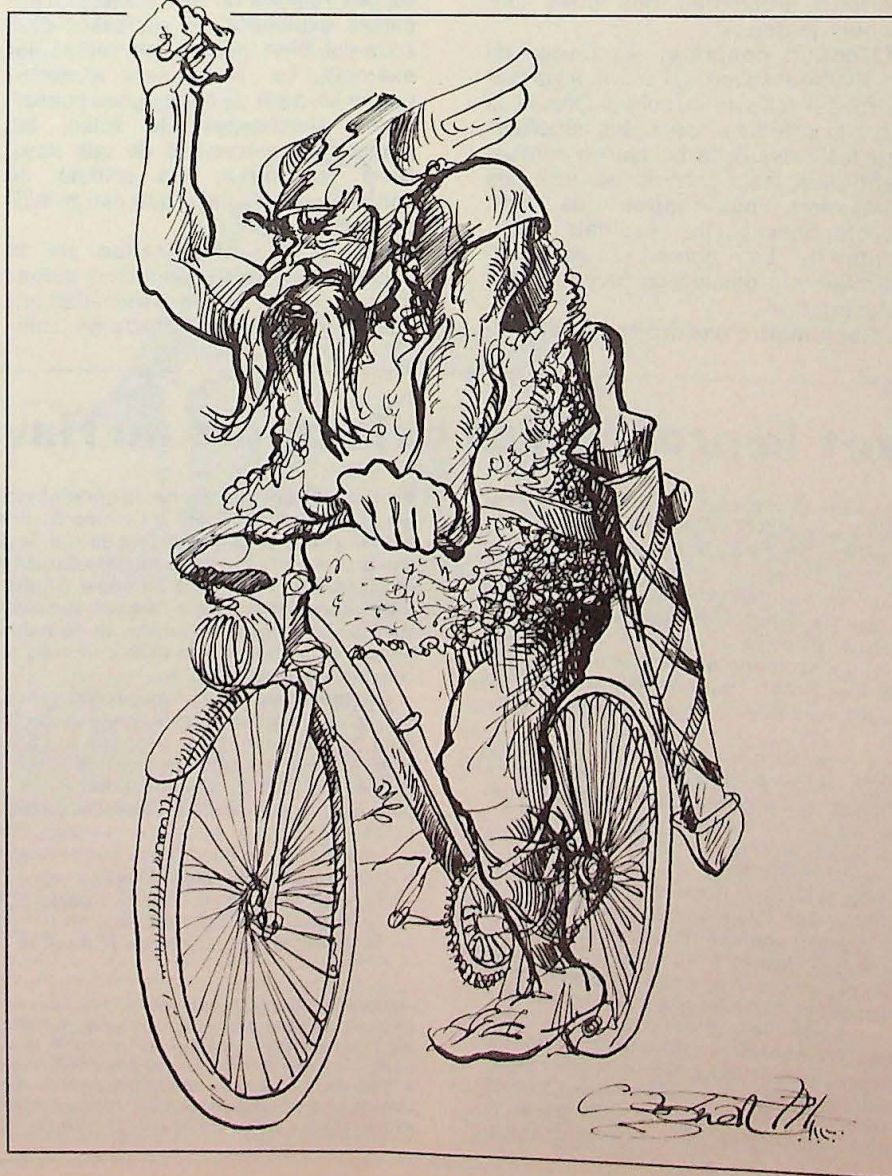
une pompe à bagnoles

La « radiale » : nième mouture d'un projet qui, initialement prévoyait une radiale entièrement aérienne à deux fois trois voies. De modifications en modifications arrachées sous la pression des habitants regroupés en une floraison d'associations locales, c'est devenu une double voie (deux files dans chaque sens), en partie souterraine, de type autoroutier.

Mais aérienne ou non, enterrée ou pas, la « radiale » restera ce qu'est une voie routière à grand gabarit : une « pompe à bagnoles ». Qui risque fort de ne pas délester le trafic du quartier ; et qui engorgera, à coup sûr, le quartier Montparnasse, drainera dans Paris un flot de voitures supplémentaires, fera « bouchonner » la porte de Vanves et le pont des Cinq-Martyrs à ses deux extrémités. A l'heure même où un nombre croissant d'habitants se prononce pour les deux roues, les droits du piéton, le développement des transports en commun et l'interdiction de la bagnolle individuelle ! Car à travers ce que certains appellent « l'autoroute Sheraton », c'est toute la politique des transports à Paris, tout le plan de circulation de la capitale qui sont en cause.

— Second rénovateur, direct celui-là : la SEMIREP, société d'économie mixte chargée par le Conseil de Paris de tout raser entre hôtel Sheraton et gare ouest Ceinture, entre rue Vercingétorix et rue de l'Ouest. On relogera, dit-on, les habitants sur place — à des loyers identiques (voire). Quatre mille taudis seront détruits, quatre mille reconstruits ; dont la moitié au moins en HLM, 1 000 en logements aidés, le reste en immeubles à loyer libre. On promet aussi 2,5 hectares

de verdure — ce qui n'est pas sans faire rigoler ceux qui depuis quinze ans attendent le parc de la dalle Montparnasse. Bref, à la SEMIREP, on est non seulement rationnel, mais social, humain, voire un tantinet « écolo ». On y fait valoir, gros bon sens au coin du sourire, que le quartier est vétuste, reconnu insalubre depuis 1910, dénué de prestige et de monuments si l'on excepte cette Notre-Dame du Travail, bâtie en pou-



treilles de ferraille par un élève de Eiffel, qu'on sauvera d'ailleurs du massacre.

un certain plaisir de vivre dans le 14^e

Deuxième camp : les quelque 90 % d'habitants qui ont, il y a un an, voté contre le projet officiel de radiale lors de la consultation populaire organisée à bulletins secrets par les associations locales. Tous ceux qui, aux dernières municipales, ont donné leurs voix à la gauche et aux écologistes : assez nombreux pour que la majorité ait craint de perdre l'arrondissement. Tous ceux qui regroupent durablement ou réunissent occasionnellement les innombrables associations locales : *Vivre dans le 14^e, Paris-Ecologie, Quatorzième Village, Association des droits du piéton ou Association des amis de la rue de l'Ouest et de ses environs, SOS-Paris-FUT, Sauvons Plaisance...*

Tous ceux en somme qui entendent non pas lutter contre la restauration des taudis, l'entretien des rues et le confort des logements, mais contre la destruction, au nom d'un « progrès » fort douteux, d'un certain plaisir de vivre dans le 14^e. Tous ceux qui refu-

sent la standardisation des tours, l'anonymat des HLM, l'hygiénisme des « légumes », la grande bouffe des grandes surfaces, l'ennui aseptisé des burlingues à la chaîne, des parkings à gogo et des Sheratons vides, pour préserver des jardins camouflés, des placettes sous les platanes, des cytises aux vieilles grilles, des échoppes d'artisans et des bistrotts de village. Tout ce qu'éventrent et rasent les bulldozers de la rénovation radiale.

Car il ne suffit pas — même si c'est mieux que rien — de construire des logements sociaux et d'installer des pots de géraniums sur les places pour « faire une ville » : le modèle du 13^e rénové, resté (relativement) populaire — après qu'on en ait d'ailleurs chassé les habitants les plus démunis —, le montre éloquemment.

deux conceptions de la ville et du progrès

L'affrontement ne se situe pas, comme on voudrait le faire croire, entre partisans et adversaires du progrès, entre modernistes et nostalgiques du rétro, entre passés dépassés et futuristes clairvoyants. Mais entre deux conceptions, antagonistes, du « progrès », de la ville et de la démocratie locale : entre ceux pour qui la ville est source de profit, centre de prestige et de bonnes affaires et le « progrès » moyen de se débarrasser des populations inutiles, et ceux pour qui le cadre de vie, lié à une certaine manière de vivre, appartient à ses habitants.

Ils étaient plus de 10 000, ces adversaires d'une radiale qui achèverait la mise à mort du 14^e si elle était enfin construite, samedi et dimanche derniers, à la fête organisée, à l'initiative de *Vivre dans le 14^e*, par un collectif où se côtoyaient l'UL-CFDT, le PSU, le PS, la LCR et l'OCT. Sur le terrain, pas de « vedettes », mais beaucoup d'animation : rock, théâtre, folk, chansons, sketches, clowns, musette, matches de foot, jeux de massacre, méchoui... Et des débats en pagaie où l'on discutait de ce qu'il faut faire à la place de la radiale, du nucléaire, des transports, des artistes ; des stands d'organisations politiques et d'association, un montage vidéo réalisé par la MJC de la porte de Vanves...

Chirac proposera-t-il d'enterrer complètement la radiale ? On commence à en parler. Grand succès, mais qui ne résout rien sur le fond : pour beaucoup des habitants du 14^e, c'est le projet lui-même qui doit être enterré. Nous en reparlerons avec d'autres organisations, au meeting-débat prévu le samedi 18 juin à 21 heures au 50, rue Vercingétorix. Le PSU-14^e précisera sa proposition : créer un atelier populaire d'urbanisme pour définir l'utilisation de cet espace sous le contrôle des travailleurs et habitants du quartier.

Claude DESLHIAT
en collaboration
avec la 14^e section du PSU ■

et pourtant elle tourne...

Espagne : l'ère démocratique (I)

de notre correspondant à Madrid, Ulises FERRAGUT

La revue qui, tout au long des années de dictature franquiste, a le mieux symbolisé semble-t-il « l'opposition de l'intérieur », *Triunfo*, titrait à la veille du début de la campagne électorale : « Objectif : parvenir aux élections. » Titre aux connotations pessimistes, certes, mais qui rend compte assez bien des états d'âme de beaucoup de ceux qui appartiennent à la « classe intellectuelle » de l'opposition démocratique aujourd'hui en Espagne. L'éditorialiste de la revue, Haro Tecglen, s'en expliquait d'ailleurs : « L'immense majorité des Espagnols souhaite que les élections aient bien lieu le 15 juin afin que s'entame dans le pays une normalisation de la vie publique, tant sociale, culturelle que politique. »

Les élections ont eu lieu. L'Espagne a voté. Le pessimisme paraît n'être plus de mise. Ou du moins ne paraît-il ne devoir maintenant se manifester qu'à propos de ce qui surviendra après les élections, les résultats de ces dernières une fois proclamés. Il ne fait plus de doute maintenant que la « Constituante » issue des élections du 15 juin le sera vraiment, c'est-à-dire qu'elle élaborera véritablement une Constitution ; ou du moins qu'elle s'y essaiera, au beau milieu d'une crise économique et sociale — la plus grave qu'ait connue l'Espagne depuis bien longtemps.

Les résultats des élections paraissent sur l'essentiel acquis : ces derniers consacreront vraisemblablement la politique poursuivie jusqu'ici par Suarez. De ce point de vue, elles seront sans surprise. Aussi, plus que de s'attarder sur chiffres et pourcentages qu'à l'heure qu'il est nous ne connaissons pas encore, convient-il de s'interroger sur le profil des forces aujourd'hui en présence.

les vieux démons rôdent toujours

Une sociologie politique de l'Espagne s'avère difficile, d'autant que les élections apporteront quelques correctifs aux proclamations parfois extrêmement optimistes — propagande électorale oblige — des partis en présence. Il reste que le profil des forces qui présideront à l'élaboration de la Constitution — après que les résultats aient stabilisé le corps politique espagnol —, reste à tracer. L'Espagne n'est plus ce qu'elle était répète-t-on à l'envi. C'est vrai. Encore convient-il de ne rien ignorer de ce qui subsiste et dans les mentalités modelées par un demi-siècle de fascisme et dans un appareil d'Etat quasiment inchangé, des nostalgiques de l'ancien régime. C'est un truisme de dire qu'ils existent encore. Les derniers mois l'ont montré : les vieux démons rôdent toujours autour du berceau de la jeune démocratie. De cette extrême droite qui alimente le service d'ordre de l'Alliance populaire, organisation de ce qu'on

appelle ici les « sietes jinetes del apocalipsis » animée par sept anciens ministres de Franco, et qui regroupe aussi bien Fraga que Lopez Rodo — jadis ennemis jurés —, et qu'Arrias Navarro, chef de la police franquiste, on passe insensiblement au Centre démocratique.

Décidément l'Espagne n'est pas un modèle de simplicité politique. Où situer la Démocratie chrétienne ?

« Sans conteste à la gauche de Suarez », dit-on. La référence est subtile mais ambiguë. Toujours est-il que la Démocratie chrétienne — dont certains s'attachent à prétendre qu'elle est quasiment exsangue — a quelque peu pâti de l'engagement militant des chrétiens de gauche tout au long des années de l'Espagne noire, comme elle a souffert de la participation de ses chefs historiques aux gouvernements successifs mis en place par Franco. Tout porte à croire que ces deux facteurs conjugués — le premier surtout — devraient contribuer à son peu de succès électoral. Elle ne demeurera pas pour autant à l'écart de la vie politique. Au contraire. Il est même probable qu'elle constituera une sorte de pivot qui pourrait s'avérer commode à Suarez lorsqu'il devra constituer ses prochains gouvernements.

Car c'est bien Adolfo Suarez qui « gagnera » les élections. C'est un « gagnant ». Qui de surcroît bénéficie dans la politique qu'il poursuit de la confiance totale du roi. Ce roi dont on a cru trop longtemps qu'il était « condamné », en raison de sa formation, à perpétuer « le franquisme sans Franco ». Suarez savait-il lui-même à quel destin il était promis ? Il paraît douteux qu'il l'ait ignoré. On croit même savoir qu'il s'y était préparé, quand il occupait les hautes fonctions que l'on sait au sein du *Movimiento*, ou quand il présidait aux destinées de la télévision. Toujours est-il que ce

fringant technocrate, intronisé par le capital financier international, est à même de répondre aux désirs manifestés par la nouvelle stratégie de l'équipe Carter — mieux sans doute que Fraga Iribarne, enfant chéri, lui, des Nixon et des Ford.

savoir utiliser le temps

Suarez dispose d'atouts non négligeables. Paradoxalement, l'opposition démocratique constitue l'un de ces atouts. C'est sur elle que Suarez compte ; sur cette opposition qui, à peine sortie du « ghetto », a l'ambition à quoi 41 ans de clandestinité l'ont condamné mais qui n'en a pas pour l'instant les moyens — exception faite du Parti communiste.

Comprendre l'ambition de Suarez est relativement simple. Il suffit d'examiner les raisons de son succès : le franquisme tel qu'il se présentait ne pouvait plus par l'usage de la violence ou de l'idéologie surannée qu'il véhiculait faire face aux problèmes que soulevaient l'existence et le développement d'une nouvelle classe ouvrière, jeune et combattive, le développement des revendications nationalitaires, l'avancée des forces populaires et démocratiques en Europe occidentale, ni *a fortiori* la crise économique profonde qui sévit. A tous ces problèmes, la vieille droite franquiste ne pouvait répondre autrement que comme elle l'avait toujours fait pendant près d'un demi-siècle. Reste que, aborder ces différents problèmes sans pour autant risquer de menacer l'ordre social supposait que les hommes au pouvoir prennent en compte les objectifs minimum poursuivis par l'opposition démocratique.

Ce qui supposait que, parallèlement, la « nouvelle droite », dont Suarez assurait le leadership, sache utiliser le temps dont elle disposait pour mener à bien cette tâche pour favoriser l'émergence d'une constellation politique adaptée aux nouvelles conditions de la vie politique, tout en évitant, autant que faire se peut, que ne se développe dans le pays le mouvement ouvrier et populaire.

U.F. ■

La semaine prochaine « TS » publiera la suite de l'article de notre correspondant ainsi qu'une première analyse des résultats du scrutin.



Adolfo Suarez : gouverner au centre.

Le poète Rafael Alberti lisant un poème lors d'un meeting du PCE.



deux chambres pour une constituante

Les vingt-deux millions d'Espagnols âgés d'au moins vingt-et-un ans qui ont été appelés à se rendre devant les urnes le 15 juin n'ont pas eu la tâche facile. Ils avaient à élire à la fois leurs représentants aux Cortes et au Sénat ; et ce grâce à des systèmes électoraux différents.

● **Les Cortes** : c'est notre Parlement. Il sera, à l'issue des élections du mercredi 15 juin composé de trois cent cinquante députés : trois députés par province plus un député par tranche de 170 000 habitants.

● **Le Sénat** : il sera composé de deux cent sept sénateurs : quatre par province. Mode d'élection : système majoritaire. De son côté, le roi désignera quarante et un sénateurs qui s'ajouteront aux précédents.

les armes de la critique

les dangers de la « nouvelle philosophie »

Il y a, dans le bruit fait autour de cette prétendue « nouvelle philosophie », une part d'habile publicité. Le phénomène n'en est pas moins significatif : c'est le symptôme d'un malaise, pour ne pas dire d'une perversion, qu'il serait imprudent de traiter uniquement par le mépris.

Si divers qu'ils soient, ces « nouveaux philosophes » ont en commun d'être de la génération de mai 1968. [...] Ils en ont gardé l'esprit contestataire, mais il s'est produit chez eux, après l'échec, (à quoi il faut ajouter la déception de l'après-Mao) un retournement de la cible visée. Mai 1968 s'en prenait avant tout à l'ordre bourgeois, au système d'une société de profit et de consommation dans laquelle on refusait d'entrer. On semble maintenant l'oublier pour tourner sa hargne vers la gauche et le marxisme.

la « gueule de bois » de Mai 68

Ces jeunes philosophes se révoltent *préventivement* contre un pouvoir de gauche. [...] Ils se comparent volontiers aux dissidents des régimes de démocratie populaire, aux contestataires du Goulag. Ils n'attendent

pas le rendez-vous de l'histoire, ils l'anticipent. Ils crient avant d'avoir mal. Tout pouvoir, même celui du peuple, leur semble dangereux.

Tout n'est pas faux dans cette mise en garde. Mais enfin, on ne les a pas attendus pour affirmer que l'Etat demande à être contrôlé, que tout pouvoir qui s'installe a tendance à abuser. C'est bien pourquoi nous réclamons le contrôle populaire et l'autogestion. [...]

des perversions mentales dangereuses

Mais la manière de penser de ces jeunes philosophes comporte un certain nombre de traits communs qui tendent à se répandre et qui finiraient par être graves s'ils duraient.

Le premier est leur propension à la confusion et à l'amalgame. Ce qui,



chez un journaliste pressé, peut apparaître comme un simple signe de légèreté, prend un tout autre sens chez des agrégés de philosophie. Il s'agit d'un mépris délibéré de la nuance et même souvent de la simple probité intellectuelle. Un exemple : celui de Bernard-Henri Lévy. Je ne crois pas trahir son raisonnement en le ramenant au schéma suivant : le stalinisme aboutit au Goulag — or le stalinisme n'est que la conséquence logique du marxisme-léninisme — donc tout socialisme aboutit fatalement au Goulag. Qui ne voit qu'il y a là toute une série d'amalgames ? Autant d'affirmations, autant de distinctions qu'on se refuse à admettre, autant de questions qu'on ne prend pas la peine d'examiner : le stali-

nisme est-il la conséquence logique (quasi nécessaire) du marxisme-léninisme ? N'en est-il pas au contraire une perversion ? Le marxisme léninisme est-il la seule forme concevable du socialisme ?

Autre exemple du mépris de la vérité et du simple respect des faits. Bernard-Henri Lévy prétend qu'il n'y aurait plus un seul vrai philosophe à se proclamer marxiste, que « les tribunes du Programme commun sont vides d'intellectuels ». Il est vrai que des penseurs importants prennent actuellement leurs distances vis-à-vis d'une certaine philosophie marxiste (celle d'un matérialisme trop mécaniste). On peut citer, parmi d'autres, Sartre, Foucault, Deleuze et même Henri Lefebvre. Mais lequel d'entre eux ne se sent-il pas redevable, pour une part importante de ses recherches, à la méthode fondée par Marx, à la lecture nouvelle de l'histoire qu'a proposée son analyse ?

Même attitude à propos de la science. C'est vrai que certaines de ses applications, d'ailleurs utilisées aussi bien par le capitalisme que par le socialisme d'Etat, présentent pour l'avenir de l'humanité un grave danger. [...] Ici encore, les applications néfastes de certaines découvertes scientifiques entraînent-elles une condamnation de l'esprit scientifique et de ses vertus ? Par peur du scientisme, par conscience des limites de la raison humaine, faut-il se réfugier dans le mysticisme avec la bénédiction de ce prophète du lyrisme confessionnel qu'est Maurice Clavel ?

les conséquences politiques

C'est ainsi que l'on arrive à tout nier : il n'y a plus de progrès, plus de science, plus d'histoire. C'est ainsi que l'on aboutit à cette tentation de toute intelligence désabusée que sont le pessimisme et le nihilisme. Et quand on est prêt à tout accepter, à rejeter dans la même poubelle capitalisme et socialisme, droite et gauche, on est prêt à se réfugier dans une « résistance » apolitique et strictement individuelle. [...]

Jean BARS ■

Extraits du dernier Combat socialiste-PSU-Bretagne.

pas de « printemps polonais » !

La Pologne est-elle au bord de la crise ? Depuis quelques semaines le climat qui y règne n'est pas sans rappeler celui de la Tchécoslovaquie avant le « Printemps de Prague ».

Tout commence le samedi 7 mai à 7 h 20 du matin, lorsqu'est découvert sous un porche, près du centre de Cracovie, le corps couvert de plaies et d'ecchymoses d'un jeune étudiant de 24 ans, Stanislas Pyjas. La police prétendra qu'il est tombé dans l'escalier. Explication grotesque et provocatrice. Très vite la fièvre monte. Pyjas, militant du KOR (Comité de défense des ouvriers) se savait « repéré » et menacé ; chacun à Cracovie est convaincu qu'il a été battu à mort par la milice.

L'atmosphère devient électrique. Pendant trois semaines les manifestations se succèdent, à Cracovie d'abord où des milliers de personnes défilent devant la maison où Stanislas Pyjas a été trouvé mort, puis dans les grandes universités, enfin, à Varsovie même. Le point culminant est atteint lorsque quatorze intellectuels, parmi lesquels les rédacteurs en chef des deux principales revues catholiques, font une grève de la faim de huit jours dans la chapelle d'une église du centre de Varsovie, pour réclamer la libération des personnes emprisonnées.

Car la répression s'est de nouveau abattue. A titre préventif dix intellec-

tuels sont allés rejoindre en prison les ouvriers dont ils réclamaient la libération.

L'ordre règne de nouveau. Mais pour combien de temps ? On se souvient qu'il y a tout juste un an le gouvernement polonais retirait précipitamment un projet d'augmentation de 40 % des produits alimentaires qui avait provoqué une grève quasi générale et de véritables émeutes ouvrières à Radom et Ursus. Après avoir reculé, le gouvernement et le parti ont cherché à briser la résistance ouvrière en instaurant un climat de répression policière dans les usines : brutalités, licenciements, arrestations. Mais rien n'y fit.

En septembre des intellectuels créent, à visage découvert, le Comité de défense des ouvriers (KOR) qui organise une campagne de pétitions. Les ouvriers de leur côté ne désarment pas ; en novembre, 889 d'entre eux écrivent à Gierek pour réclamer la fin de la répression. Depuis, tandis qu'une partie des étudiants basculait dans une dissidence larvée, l'Eglise elle-même apporte un soutien prudent au mouvement. La société polonaise est en crise profonde comme en témoigne l'apparition d'une presse clandestine régulière.

La conjonction du mécontentement ouvrier et de la dissidence étudiante avec l'appui de l'Eglise, crée une situation explosive, particulièrement redoutable pour le pouvoir qui se trouve complètement isolé.

Gierek en sursis

Le prochain chapitre se jouera vraisemblablement au sein du parti lui-même. Gierek, comme avant lui Gomulka, faisait figure de libéral lorsqu'il est arrivé au pouvoir en 1970. Sa politique subtilement « centrée » — main de fer dans un gant de velours — ne fait plus aujourd'hui illusion : il a visiblement perdu tout crédit dans les milieux populaires et sa succession est à l'ordre du jour.

L'émergence d'un courant « libéral » au sein de l'appareil créerait une situation nouvelle, qui ne pourrait que rappeler de désagréables souvenirs aux Soviétiques : ils n'ont aucune envie de voir se répéter le processus du « Printemps de Prague ». C'est pourquoi la tendance « dure » de l'appareil peut être tentée de prendre directement les rênes. Pour écarter le spectre d'un printemps polonais, on procéderait à une « normalisation » préventive.

De toute évidence la crise polonaise ne fait que commencer.

Léo GOLDBERG ■

« Hérodote » :

la « géo » politique

Pour la plupart des « potaches », la géographie c'est la « géo », et le « prof de géo » trop souvent le personnage ennuyeux qui exige d'eux qu'ils apprennent la « nomenclature géographique » comme on apprend « par cœur » la « chronologie historique ». En somme, une discipline bannie, qui nourrit le « ras-le-bol » et laisse à tout jamais chez ceux qui s'en débarrassent, à la sortie du lycée, le souvenir impérissable d'un encyclopédisme désuet. La « géo » n'est-elle que cela ? Yves Lacoste, directeur d'*Hérodote* et Béatrice Giblin, membre du secrétariat de rédaction, répondent aux questions de *Tribune socialiste*. □

T.S. : Vous venez de participer à Poitiers à la rencontre nationale des étudiants en géographie (voir notre encadré). Et ce, au titre de la revue « Hérodote ». Cette dernière a maintenant plus d'une année d'existence. Alors, une revue de plus ?

Hérodote : La revue est le résultat de discussions qui ont eu lieu pendant plusieurs années au département de géographie de l'université de Vincennes. Le premier n° est paru au 1^{er} trimestre de 1976 grâce à François Maspéro. Notre projet était d'amener les professeurs de géographie à réfléchir sur les données géographiques qu'on leur fournissait, sur le paysage dont ils parlaient, sur les contraintes qu'on leur imposait. Il s'agissait de rompre l'indifférence générale à l'égard de la géographie, de briser cette image d'un savoir inutile et les mystifications qu'il recouvre, et surtout de démontrer l'importance du raisonnement géographique en tant qu'« outil stratégique ». La tâche dépassait les géographes et nous avons discuté avec des historiens, des économistes, des philosophes... mais aussi avec les politiques et les militants pour leur montrer la signification idéologique et le rôle stratégique du savoir relatif à l'espace.

la géo de papa et... l'autre

T.S. : Que recouvre pour vous le mot « géographie » et comment, récusant une certaine idée et une certaine fonction de la géographie, disons « traditionnelle », en êtes-vous venu à la création d'« Hérodote » ?

H. : La géographie a une fonction idéologique : c'est la géographie des professeurs apparue il y a moins d'un siècle, tenant un discours sans intérêt, dictant, résumant les informations, et dont une des fonctions « inconsciente » est de masquer l'importance stratégique des raisonnements qui portent sur l'espace. La géo c'est aussi aujourd'hui la géo des mass média qui, dans la publicité, les guides touristiques, les films, transforment le paysage en spectacle,

l'espace en marchandise. La géo c'est aussi et surtout un outil du pouvoir, c'est la géo très ancienne : la géo des états majors.

Le contenu des manuels scolaires n'a pas un pouvoir stratégique car l'énumération de rubriques (relief, climat, fleuves, végétation, localisation de la population, types d'habitat) paraît inutile ; mais ces descriptions méthodiques autrement fournies donnent un savoir stratégique indispensable aux gens qui dirigent la société. De même les cartes murales, les cartes des manuels n'ont aucun intérêt pour les élèves qui les reproduisent ; mais cette formalisation de l'espace n'est ni gratuite ni désintéressée : c'est un moyen indispensable de domination de l'espace pour une minorité dirigeante. Dès l'Antiquité, les cartes étaient dressées pour connaître son territoire, envahir celui du voisin, se défendre contre les agresseurs. Aujourd'hui, les grandes firmes, les grandes banques, décident de la localisation de leurs investissements au plan régional, national, international. L'information géographique, cartographique est tenue en main par le pouvoir : les cartes d'état major sont réservées à la police et à l'armée dans les pays « socialistes » et du tiers monde. C'est pourquoi nous avons dit que la géographie servait d'abord à faire la guerre...

comprendre son espace

T.S. : Revenons à ce savoir « confisqué » à quoi vous avez fait allusion. Si ce « savoir géographique » est effectivement réservé, comme vous le dites, à une minorité qui l'utilise à son profit, tout le problème est savoir comment le rendre à ceux qui en sont dépossédés !

H. : Nous pensons que les citoyens ont avantage à être capables de comprendre les espaces où ils vivent. Leur connaissance actuelle est simplement intuitive, fondée sur le vécu ; elle n'est pas « efficace ». L'utilisation de la carte, son analyse, permettrait à la population de comprendre les agissements de certains groupes n'ayant

pas les mêmes intérêts qu'elle. Dans une ville, il est frappant par exemple de constater à quel point même les individus les plus formés politiquement se trouvent dans l'incapacité de prévoir les conséquences fâcheuses qu'entraîneront tel plan d'urbanisme, telle entreprise de rénovation, qui les concernent pourtant directement. Les municipalités, les promoteurs sont si conscients de cette incapacité qu'ils n'hésitent plus à pratiquer la « concertation » et à présenter les plans des futurs travaux, tant les objections seront rares et faciles à éluder.

Comment empêcher que le savoir soit accaparé par une minorité au pouvoir ? En fait, c'est le problème de la transmission de l'information aux gens qui est à résoudre. Le géographe militant devra donc présenter les résultats de sa recherche sous forme directe, c'est-à-dire simple : représentations par dessins, graphiques, courbes pour en arriver ensuite à une représentation plus abstraite. Ces résultats devraient être présentés, sous forme d'exposition, à toute la population pour lui permettre de critiquer et, éventuellement, contester les formes d'organisations qui leur sont présentées comme les seules possibles.

T.S. : Concrètement, l'important c'est, en effet, la liaison avec la population. Que proposez-vous ?

H. : Les citoyens aidés par des militants pourraient s'opposer à de tels projets d'urbanisme, à l'installation d'industries en faisant des contre-projets. Pour cela ils doivent savoir lire une carte, un plan, analyser leur espace, chercher les relations entre le local, le régional voire le national. La carte permet de penser l'espace, d'y réfléchir, de s'y guider. Prenons le problème de la sous-traitance : le patronat fait effectuer de plus en plus de pièces détachées en dehors des usines principales. La géo des usines est connue par les syndicats, pas celle de la sous-traitance. Constituée d'une nébuleuse d'ateliers, elle décourage le combat : tout mouvement de solidarité et de lutte est court-circuité ; lorsque une multinationale a un conflit social dans une de ces entreprises, elle fait augmenter les cadences, embaucher des ouvriers, effectuer des heures supplémentaires dans une autre usine, souvent à l'étranger, du même groupe.

Une tâche des syndicats serait de dresser une carte de la sous-traitance pour permettre aux groupes dominés de mieux connaître l'ennemi et mieux choisir son terrain de lutte. Je pense qu'il n'y aura pas de véritable autogestion tant que les travailleurs ne sauront pas dans quelle géographie industrielle se situe l'entreprise dont ils veulent l'autogestion et qu'ils ne combineront pas à différentes échelles les ensembles spatiaux dont ils relèvent.

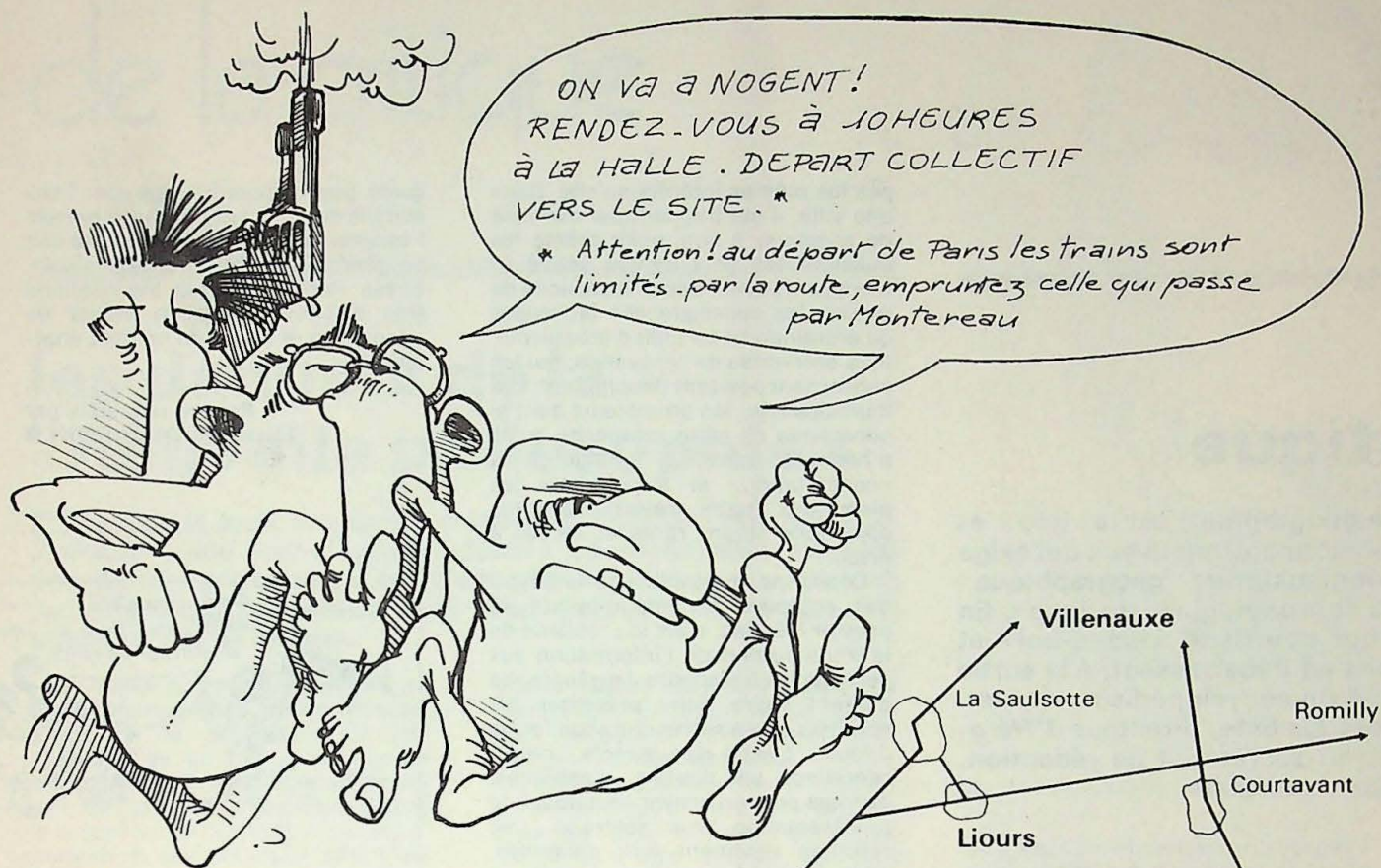
Lorsque nous sommes demandés par des militants, des municipalités, nous découvrons que les gens veulent de plus en plus penser l'espace où ils vivent. Le mouvement autogestionnaire implique de savoir penser l'espace. Des étudiants, des universitaires, des professeurs d'histoire-géo, des instituteurs peuvent servir de

guide pour l'apprentissage, par l'ensemble des citoyens, du savoir penser l'espace. Ce type de géo militante doit se généraliser. Déjà, au XIX^e siècle, Elisée Reclus montrait les relations très étroites entre son métier de géographe et sa vie de militant anarchiste.

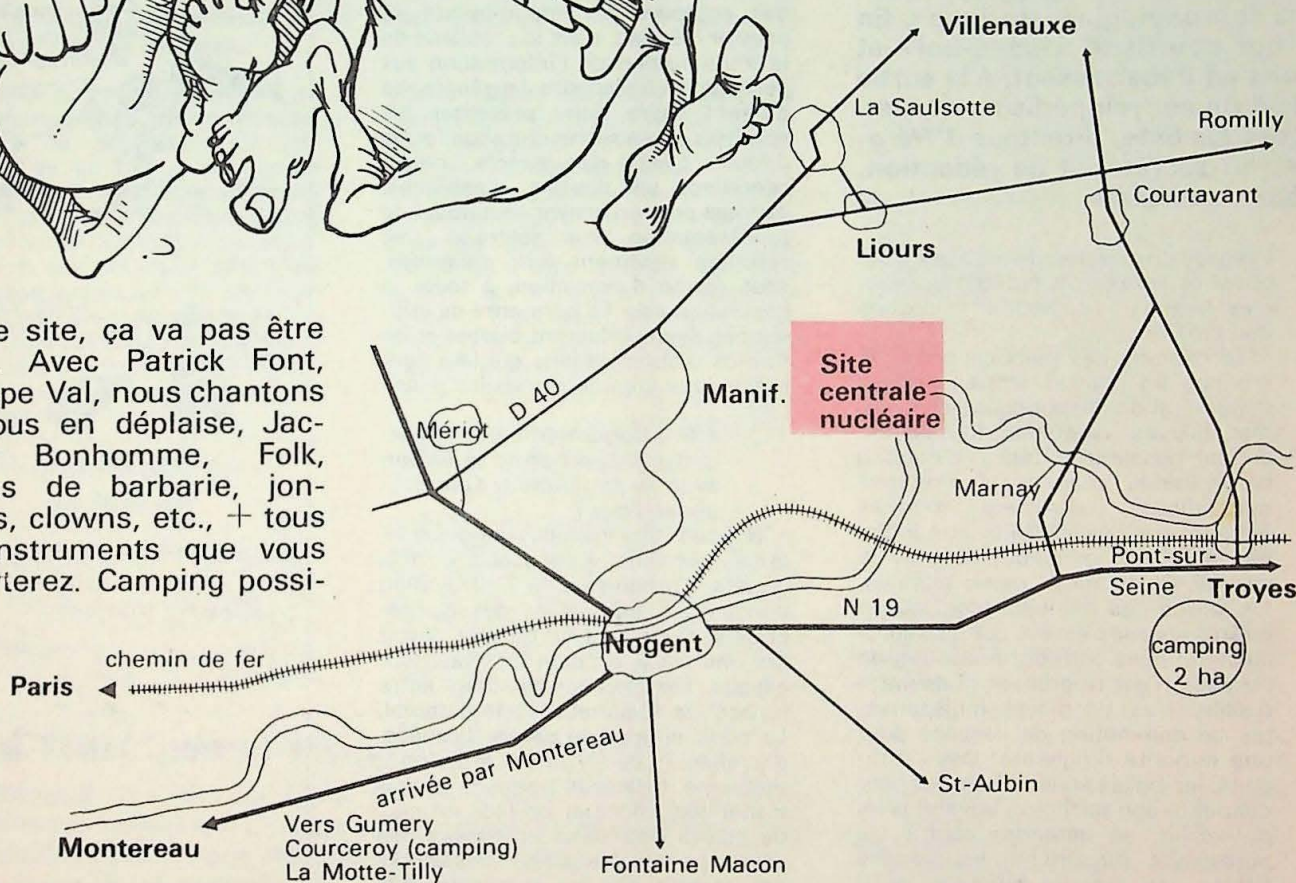
Propos recueillis par
Elisabeth DUJARDIN ■



marche sur Nogent (25-26 juin)



Sur le site, ça va pas être triste. Avec Patrick Font, Philippe Val, nous chantons ne vous en déplaise, Jacques Bonhomme, Folk, orgues de barbarie, jongleurs, clowns, etc., + tous les instruments que vous apporterez. Camping possible.



Vient de paraître aux éditions Syros

dans la collection « points chauds »

18 F

Les U.S.A. ralentissent leur programme nucléaire. L'Allemagne recule devant l'opposition populaire: Wyhl ne sera pas construite. En France, cependant, le gouvernement poursuit son « pacte avec le diable ». Véritable boulevard nucléaire, l'Alsace, inquiète, s'interroge. Après Fessenheim, d'autres centrales seront-elles construites? Qui en décide? Qui en profite? Quels sont les risques écologiques, humains? Dans quel engrenage mettons-nous la main? Ce livre est le fruit d'une réflexion collective menée par la commission Ecologie-Nucléaire du Parti socialiste unifié d'Alsace.



« je dis non à la centrale de Nogent-sur-Seine. Je signe la pétition et je la fais signer. »

NOM :

ADRESSE

A Monsieur le Commissaire-enquêteur pour l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine

Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je vous prie de bien vouloir enregistrer mon opposition au projet d'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, à 100 km en amont de Paris.

Cette centrale entre dans le cadre du programme électronucléaire actuel qui expose le pays aux dangers qui suivent :

- mise en œuvre de techniques pouvant entraîner des accidents graves ;
- création de nuisances nouvelles liées à la radio-activité ;
- irréversibilité de l'énergie nucléaire due à la production et au retraitement des déchets ;

- dégradation des conditions de travail et de sécurité des travailleurs du nucléaire ;

- renforcement du centralisme et du contrôle policier, tant à l'intérieur des centrales qu'à l'extérieur ;

- risque de prolifération de l'arme atomique ;

- menace sur l'indépendance nationale par la soumission aux licences américaines et à quelques firmes multinationales.

Je partage l'avis défavorable de l'Agence de bassin Seine-Normandie sur la situation de la centrale de Nogent qui serait construite :

- sur la nappe aquifère à 100 km en amont de Paris ;

- en amont des champs captant de Montereau fournissant en eau potable un parisien sur quatre ;

- à moins de trois kilomètres d'une agglomération de près de 5 000 habitants ;

- sa construction imposerait la mise en place du réservoir Aube qui détruirait 2 000 ha de forêts.

Je pense que ce projet est néfaste et fait peser des dangers sur les 10 millions d'habitants de la région parisienne : réchauffement des eaux de la Seine ; pollution de l'eau et de l'air, chimique et radio-active ; formation de brouillards dus à l'évaporation dans les tours de refroidissement, développement des lignes à haute tension, expropriations de terres cultivables.

Une politique énergétique tenant compte des besoins réels de la popu-

lation après un débat démocratique devra préférer le développement d'énergies nouvelles, non polluantes, créatrices d'emplois.

Je vous demande donc d'émettre un avis défavorable au projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine.

Veuillez agréer, monsieur, le Commissaire-enquêteur, l'expression de mes sentiments distingués.

Signature précédée de « lu et approuvé »,

Lettre pétition commune à toutes les organisations signataires de l'appel à la marche de Nogent-sur-Seine.

A renvoyer au PSU, Fédération de Paris, 9, rue Borromée, 75015 Paris.